

**goeasy Ltd.**

États financiers consolidés

Pour les exercices clos les  
31 décembre 2022 et 2021

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux actionnaires de **goeasy Ltd.**,

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **goeasy Ltd.** et de ses filiales (« goeasy » ou la « Société »), qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 décembre 2022 et 2021, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Société aux 31 décembre 2022 et 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de l'audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de l'opinion de l'auditeur sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont chaque question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit a été fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse aux questions ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

## **Provision pour pertes de crédit**

### *Question clé de l'audit*

Tel qu'il est décrit plus en détail aux notes 2 et 7 des états financiers consolidés, goeasy a eu recours à des modèles de pertes de crédit attendues pour comptabiliser une provision pour pertes sur créances de 213,0 millions \$ aux états de la situation financière consolidés. Le montant des pertes de crédit attendues correspond à une estimation objective et fondée sur des pondérations probabilistes des pertes de crédit qui devraient se réaliser dans l'avenir, laquelle est déterminée en fonction de l'évaluation d'un intervalle de résultats possibles incorporant la valeur temps de l'argent et des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions de la conjoncture économique à venir.

La provision pour pertes sur créances représente une estimation importante reposant sur une méthode de modélisation, des hypothèses et des jugements dont les variations peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation des pertes de crédit attendues.

L'audit de la provision pour pertes sur créances s'est révélé un processus complexe qui a nécessité l'exercice du jugement et la participation de spécialistes du risque de crédit en raison de la complexité inhérente des modèles, des hypothèses, des jugements et de l'interrelation entre les variables ayant servi à évaluer les pertes de crédit attendues. Les hypothèses et jugements importants ayant trait à l'estimation de la provision pour pertes sur créances ont compris le calcul des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir et pour la durée de vie, la détermination du moment où un prêt a subi une augmentation importante du risque de crédit, et l'établissement de multiples scénarios économiques prospectifs pertinents et la pondération probabiliste de ces scénarios.

### *Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit*

Pour tester la provision pour pertes sur créances, nous avons, entre autres, évalué, avec l'aide de nos spécialistes du risque de crédit, si la méthode et les hypothèses des modèles utilisés pour estimer les pertes de crédit attendues sont conformes aux dispositions des IFRS. Nous avons recalculé de façon indépendante les pertes de crédit attendues à l'aide de données sources. Avec l'aide de nos spécialistes du risque de crédit, nous avons évalué l'exactitude du code de programmation qui enregistre les prêts à chacune des étapes appropriées et son application connexe. Nous avons évalué le caractère raisonnable des données macroéconomiques utilisées en comparant les informations à des sources tierces et avons recalculé l'incidence des données sur le modèle des pertes de crédit attendues. Nous avons testé l'exhaustivité et l'exactitude d'un échantillon de données utilisées dans l'évaluation des pertes de crédit attendues en les comparant aux données des systèmes ou à la documentation liée aux prêts octroyés.

## Dépréciation du goodwill

*Question  
clé de  
l'audit*

Tel qu'il est décrit plus en détail aux notes 2 et 12 des états financiers consolidés, goeasy a comptabilisé un goodwill de 180,9 millions \$ par suite de regroupements d'entreprises. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Le goodwill doit aussi être soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe des indices que l'actif ait pu perdre de la valeur. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation en procédant à une comparaison entre la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle il a été affecté et la valeur comptable de l'UGT. La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur estimée diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

L'audit des tests de dépréciation du goodwill de goeasy s'est révélé un processus complexe qui a nécessité l'exercice du jugement et la participation de nos spécialistes en évaluation compte tenu des estimations importantes qui ont été utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des UGT. En particulier, les estimations de la valeur recouvrable sont sensibles aux hypothèses importantes, notamment les taux de croissance prévus, les taux d'actualisation et les taux de croissance finaux, qui sont influencées par les attentes à l'égard des conditions du marché futures et de la conjoncture économique.

*Façon  
dont la  
question a  
été traitée  
dans le  
cadre de  
l'audit*

Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons testé l'estimation de la direction quant à la valeur recouvrable des UGT. Nous avons procédé à une analyse de sensibilité des hypothèses importantes afin d'évaluer les variations de la valeur recouvrable de l'UGT qui résulteraient de modifications apportées aux hypothèses. Nous avons mis en œuvre des procédures d'audit qui ont compris, entre autres, l'appréciation des méthodes appliquées et des tests des hypothèses importantes susmentionnées ainsi que des données sous-jacentes utilisées par goeasy dans son évaluation. Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le taux d'actualisation en tenant compte du coût du capital d'entreprises comparables et d'autres facteurs sectoriels. Nous avons évalué le caractère raisonnable des résultats prévus et des taux de croissance finaux en les comparant aux résultats historiques et à notre compréhension actuelle de l'entreprise, ainsi qu'aux tendances économiques actuelles. Nous avons évalué l'exactitude historique des estimations antérieures de la direction en comparant ses projections pour l'exercice précédent aux résultats réels.

## **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

## **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les transactions et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est David Tedesco.

*Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.*

Comptables professionnels agréés  
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada  
Le 15 février 2023

goeasy Ltd.

## ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

|                                                                        | Au<br>31 décembre<br>2022 | Au<br>31 décembre<br>2021 |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| <b>ACTIF</b>                                                           |                           |                           |
| Trésorerie (note 5)                                                    | 62 654                    | 102 479                   |
| Débiteurs (note 6)                                                     | 25 697                    | 20 769                    |
| Charges payées d'avance                                                | 8 334                     | 8 018                     |
| Impôt sur le résultat à recouvrer                                      | 2 323                     | -                         |
| Prêts à la consommation, montant net (note 7)                          | 2 627 357                 | 1 899 631                 |
| Placements (note 8)                                                    | 57 304                    | 64 441                    |
| Biens loués (note 9)                                                   | 48 437                    | 47 182                    |
| Immobilisations corporelles, montant net (note 10)                     | 35 856                    | 35 285                    |
| Actifs financiers dérivés (notes 8, 13 et 16)                          | 49 444                    | 20 634                    |
| Immobilisations incorporelles, montant net (note 12)                   | 138 802                   | 159 651                   |
| Actifs au titre de droits d'utilisation, montant net (note 11)         | 65 758                    | 57 140                    |
| Goodwill (note 12)                                                     | 180 923                   | 180 923                   |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                                                | <b>3 302 889</b>          | <b>2 596 153</b>          |
| <b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>                                      |                           |                           |
| <b>Passifs</b>                                                         |                           |                           |
| Facilité de crédit renouvelable (note 15)                              | 148 646                   | -                         |
| Créditeurs et charges à payer                                          | 51 136                    | 57 134                    |
| Impôt sur le résultat à payer                                          | -                         | 27 859                    |
| Dividendes à payer (note 17)                                           | 14 965                    | 10 692                    |
| Produits différés                                                      | 28 661                    | 11 354                    |
| Intérêts courus                                                        | 10 159                    | 8 135                     |
| Passifs d'impôt différé, montant net (note 21)                         | 24 692                    | 38 648                    |
| Obligations locatives (note 11)                                        | 74 328                    | 65 607                    |
| Emprunts garantis (note 14)                                            | 105 792                   | 173 959                   |
| Facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation (note 13) | 805 825                   | 292 814                   |
| Passifs financiers dérivés (note 16)                                   | -                         | 34 132                    |
| Billets à payer (note 16)                                              | 1 168 997                 | 1 085 906                 |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>                                                 | <b>2 433 201</b>          | <b>1 806 240</b>          |
| <b>Capitaux propres</b>                                                |                           |                           |
| Capital social (note 17)                                               | 419 046                   | 363 514                   |
| Surplus d'apport (note 18)                                             | 21 499                    | 22 583                    |
| Cumul des autres éléments du résultat global                           | 2 776                     | 8 567                     |
| Résultats non distribués                                               | 426 367                   | 395 249                   |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>                                      | <b>869 688</b>            | <b>789 913</b>            |
| <b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>                         | <b>3 302 889</b>          | <b>2 596 153</b>          |

Voir les notes des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



David Ingram  
Administrateur



Karen Basian  
Administratrice

goeasy Ltd.

## COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

|                                                                     | Exercices clos les  |                     |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                     | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
| <b>PRODUITS</b>                                                     |                     |                     |
| Produits d'intérêts                                                 | 698 150             | 535 638             |
| Produits locatifs                                                   | 103 414             | 112 371             |
| Commissions gagnées                                                 | 197 159             | 163 734             |
| Frais et honoraires                                                 | 20 613              | 14 979              |
|                                                                     | <b>1 019 336</b>    | <b>826 722</b>      |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                       |                     |                     |
| <b>CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES (NOTE 7)</b>                             | <b>272 893</b>      | <b>182 084</b>      |
| <b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                |                     |                     |
| Salaires et avantages sociaux                                       | 174 236             | 157 157             |
| Rémunération fondée sur des actions (note 18)                       | 10 053              | 8 875               |
| Publicité et promotion                                              | 34 069              | 30 393              |
| Frais d'occupation                                                  | 25 234              | 23 614              |
| Coûts des technologies                                              | 23 463              | 18 033              |
| Perte à la vente ou à la radiation d'actifs (note 12)               | 20 549              | 2 580               |
| Souscription et recouvrements                                       | 13 930              | 9 596               |
| Autres charges (note 19)                                            | 31 196              | 34 501              |
|                                                                     | <b>332 730</b>      | <b>284 749</b>      |
| <b>AMORTISSEMENTS</b>                                               |                     |                     |
| Amortissement des biens loués (note 9)                              | 33 547              | 35 844              |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 11) | 20 160              | 18 207              |
| Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)           | 18 406              | 16 831              |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)             | 9 193               | 8 004               |
|                                                                     | <b>81 306</b>       | <b>78 886</b>       |
| <b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>                             | <b>686 929</b>      | <b>545 719</b>      |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                                      | <b>332 407</b>      | <b>281 003</b>      |
| <b>AUTRES PRODUITS (PERTES) (NOTE 8)</b>                            | <b>(28 659)</b>     | <b>114 876</b>      |
| <b>CHARGES FINANCIÈRES (NOTE 20)</b>                                | <b>(107 972)</b>    | <b>(79 025)</b>     |
| <b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT</b>                        | <b>195 776</b>      | <b>316 854</b>      |
| <b>CHARGE (RECouvreMENT) D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (NOTE 21)</b>     |                     |                     |
| Courants                                                            | 65 659              | 73 744              |
| Différés                                                            | (10 044)            | (1 833)             |
|                                                                     | <b>55 615</b>       | <b>71 911</b>       |
| <b>RÉSULTAT NET</b>                                                 | <b>140 161</b>      | <b>244 943</b>      |
| <b>RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (NOTE 22)</b>                        | <b>8,61</b>         | <b>15,12</b>        |
| <b>RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (NOTE 22)</b>                          | <b>8,42</b>         | <b>14,62</b>        |

Voir les notes des états financiers consolidés.

goeasy Ltd.

## ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

|                                                                                                                                     | Exercices clos les  |                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                                                                                     | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
| Résultat net                                                                                                                        | 140 161             | 244 943             |
| <b>Autres éléments du résultat global devant être reclassés aux comptes de résultat consolidés au cours de périodes ultérieures</b> |                     |                     |
| Variation de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, après impôts                                                    | (7 842)             | 20 271              |
| Variation des coûts liés à la couverture, après impôts                                                                              | 2 055               | (6 424)             |
| Variation des écarts de conversion                                                                                                  | (4)                 | -                   |
|                                                                                                                                     | <b>(5 791)</b>      | <b>13 847</b>       |
| <b>Résultat global</b>                                                                                                              | <b>134 370</b>      | <b>258 790</b>      |

Voir les notes des états financiers consolidés.

## ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

|                                                                                                      | Capital<br>social | Surplus<br>d'apport | Total<br>du capital | Résultats<br>non<br>distribués | Cumul<br>des autres<br>éléments du<br>résultat global | Total des<br>capitaux<br>propres |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|--------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|
| <b>Solde au 31 décembre 2021</b>                                                                     | <b>363 514</b>    | <b>22 583</b>       | <b>386 097</b>      | <b>395 249</b>                 | <b>8 567</b>                                          | <b>789 913</b>                   |
| Actions ordinaires émises                                                                            | 65 828            | (2 532)             | 63 296              | -                              | -                                                     | 63 296                           |
| Rémunération fondée sur des actions (note 18)                                                        | -                 | 10 053              | 10 053              | -                              | -                                                     | 10 053                           |
| Rachat d'une participation liée à des unités d'actions temporairement inaccessibles,<br>après impôts | -                 | (8 605)             | (8 605)             | -                              | -                                                     | (8 605)                          |
| Actions achetées en vue de leur annulation (note 17)                                                 | (10 296)          | -                   | (10 296)            | (50 703)                       | -                                                     | (60 999)                         |
| Résultat global                                                                                      | -                 | -                   | -                   | 140 161                        | (5 791)                                               | 134 370                          |
| Dividendes                                                                                           | -                 | -                   | -                   | (58 340)                       | -                                                     | (58 340)                         |
| <b>Solde au 31 décembre 2022</b>                                                                     | <b>419 046</b>    | <b>21 499</b>       | <b>440 545</b>      | <b>426 367</b>                 | <b>2 776</b>                                          | <b>869 688</b>                   |
| <b>Solde au 31 décembre 2020</b>                                                                     | <b>181 753</b>    | <b>19 732</b>       | <b>201 485</b>      | <b>247 307</b>                 | <b>(5 280)</b>                                        | <b>443 512</b>                   |
| Actions ordinaires émises                                                                            | 189 362           | (6 024)             | 183 338             | -                              | -                                                     | 183 338                          |
| Rémunération fondée sur des actions (note 18)                                                        | -                 | 8 875               | 8 875               | -                              | -                                                     | 8 875                            |
| Actions achetées en vue de leur annulation (note 17)                                                 | (7 601)           | -                   | (7 601)             | (54 689)                       | -                                                     | (62 290)                         |
| Résultat global                                                                                      | -                 | -                   | -                   | 244 943                        | 13 847                                                | 258 790                          |
| Dividendes                                                                                           | -                 | -                   | -                   | (42 312)                       | -                                                     | (42 312)                         |
| <b>Solde au 31 décembre 2021</b>                                                                     | <b>363 514</b>    | <b>22 583</b>       | <b>386 097</b>      | <b>395 249</b>                 | <b>8 567</b>                                          | <b>789 913</b>                   |

Voir les notes des états financiers consolidés.

**TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens)

|                                                                                                                        | Exercices clos les  |                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                                                                        | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>                                                                                        |                     |                     |
| Résultat net                                                                                                           | 140 161             | 244 943             |
| Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie                                                            |                     |                     |
| Créances irrécouvrables (note 7)                                                                                       | 272 893             | 182 084             |
| Amortissement des biens loués (note 9)                                                                                 | 33 547              | 35 844              |
| Autres pertes (produits) (note 8)                                                                                      | 28 659              | (114 876)           |
| Perte à la vente ou à la radiation d'actifs (note 12)                                                                  | 20 549              | 2 580               |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 11)                                                    | 20 160              | 18 207              |
| Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)                                                              | 18 406              | 16 831              |
| Rémunération fondée sur des actions (note 18)                                                                          | 10 053              | 8 875               |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)                                                                | 9 193               | 8 004               |
| Amortissement des coûts de financement différés                                                                        | 6 202               | 5 688               |
| Recouvrement d'impôt différé (note 21)                                                                                 | (10 044)            | (1 833)             |
|                                                                                                                        | 549 779             | 406 347             |
| Variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation (note 23)                                                  | (20 251)            | 33 226              |
| Émission de prêts à la consommation, montant net                                                                       | (1 000 619)         | (484 817)           |
| Achat de biens loués                                                                                                   | (34 790)            | (33 631)            |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>                                                            | <b>(505 881)</b>    | <b>(78 875)</b>     |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                                                      |                     |                     |
| Produit de la vente de placements                                                                                      | 25 395              | 109 198             |
| Achat d'immobilisations corporelles                                                                                    | (9 871)             | (7 815)             |
| Investissements dans des immobilisations incorporelles                                                                 | (18 015)            | (19 634)            |
| Achat de placements                                                                                                    | (40 000)            | (11 343)            |
| Trésorerie affectée à l'acquisition d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise (note 4)                   | -                   | (281 041)           |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>                                                          | <b>(42 491)</b>     | <b>(210 635)</b>    |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                                                        |                     |                     |
| Avances sur les facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation, déduction faite des coûts de financement | 511 468             | 372 557             |
| Avances sur les facilités de crédit renouvelables, déduction faite des coûts de financement                            | 514 840             | 154 803             |
| Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission (note 17)                                          | 60 564              | 170 177             |
| Avantages incitatifs à la location reçus (note 11)                                                                     | 888                 | 1 573               |
| Paie ment d'unités d'actions temporairement inaccessibles                                                              | (10 692)            | (1 159)             |
| Paie ment d'obligations locatives (note 11)                                                                            | (20 945)            | (18 880)            |
| Verse ment de dividendes sur actions ordinaires                                                                        | (51 610)            | (37 474)            |
| Remboursement d'un emprunt au moyen d'emprunts garantis                                                                | (68 167)            | (60 433)            |
| Achat d'actions ordinaires en vue de leur annulation (note 17)                                                         | (60 999)            | (62 290)            |
| Paie ment d'avances sur les facilités de crédit renouvelables                                                          | (366 800)           | (355 000)           |
| Émission de billets à payer, déduction faite des charges financières (note 16)                                         | -                   | 391 516             |
| Avances d'emprunts garantis                                                                                            | -                   | 67 113              |
| Paie ment d'avances sur les facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation                               | -                   | (80 000)            |
| Paie ment de billets à payer                                                                                           | -                   | (243 567)           |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>                                                            | <b>508 547</b>      | <b>298 936</b>      |
| <b>(Diminution) augmentation nette de la trésorerie au cours de l'exercice</b>                                         | <b>(39 825)</b>     | <b>9 426</b>        |
| Trésorerie au début de l'exercice                                                                                      | 102 479             | 93 053              |
| <b>Trésorerie à la fin de l'exercice</b>                                                                               | <b>62 654</b>       | <b>102 479</b>      |

Voir les notes des états financiers consolidés.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### **1. RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ**

goeasy Ltd. (la « société mère ») a été constituée en vertu des lois de la province d'Alberta, au Canada, par un certificat et des statuts constitutifs datés du 14 décembre 1990 et a été prorogée comme société de la province d'Ontario conformément à des statuts de prorogation datés du 22 juillet 1993. Les actions ordinaires de la société mère sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « GSY » et son siège social est situé à Mississauga, en Ontario, au Canada.

La société mère et les entités qu'elle contrôle (collectivement, « goeasy » ou la « Société ») sont un fournisseur intégré de produits et de services financiers de rechange qui aident les Canadiens en général à s'engager sur la voie d'un avenir meilleur, dès aujourd'hui. Les principales activités d'exploitation de la Société sont i) de fournir des prêts et d'autres services financiers aux clients et ii) de louer des produits à usage domestique aux clients. Les clients peuvent effectuer des transactions en toute transparence grâce à un modèle omnicanal qui comprend une plateforme en ligne et une plateforme mobile, plus de 400 établissements dans tout le Canada, ainsi que des services de financement au point de vente offerts dans les marchés verticaux du commerce de détail, des sports motorisés, de l'automobile, de la rénovation domiciliaire et des soins de santé, par l'intermédiaire d'environ 6 500 partenaires commerçants au Canada.

La Société exerce ses activités dans deux secteurs à présenter : easyfinancière et easyhome. Au 31 décembre 2022, la Société exploitait 302 établissements easyfinancière (dont 2 kiosques dans les magasins easyhome et 3 centres opérationnels) et 154 magasins easyhome (y compris 34 franchises). Au 31 décembre 2021, la Société exploitait 294 établissements easyfinancière (dont 5 kiosques dans les magasins easyhome et 3 centres opérationnels) et 158 magasins easyhome (y compris 34 franchises).

La publication des états financiers consolidés a été approuvée par le conseil d'administration le 15 février 2023.

### **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

#### **Base d'établissement**

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Les méthodes suivies dans les présents états financiers consolidés reposent sur les IFRS qui étaient publiées et en vigueur au 31 décembre 2022.

Certains chiffres comparatifs ont été retraités pour rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

#### **Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la société mère et de toutes les entités qu'elle contrôle. goeasy Ltd. contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur les rendements qu'elle obtient en exerçant son pouvoir sur l'entité émettrice. Cela comprend les filiales en propriété exclusive et les entités structurées (note 13) que goeasy Ltd. contrôle, mais pour lesquelles elle ne détient pas la majorité des droits de vote.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

Au 31 décembre 2022, les principales filiales de la société mère étaient les suivantes :

- RTO Asset Management Inc.
- easyfinancial Services Inc.
- LendCare Capital Inc. (« LendCare ») (note 4)

La totalité des transactions et des soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

### **Monnaie de présentation**

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société mère. La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel une entité exerce ses activités et, généralement, la monnaie dans laquelle l'entité génère et dépense sa trésorerie.

### **Conversion des devises**

Chaque entité de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments des états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle.

Les transactions en devises sont initialement comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux au comptant de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une devise sont convertis au taux de change en vigueur aux dates des transactions initiales.

### **Comptabilisation des produits**

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la Société en tire des avantages économiques et que les produits peuvent être évalués de manière fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, compte non tenu des escomptes promotionnels, des remises et des taxes de vente. La Société évalue ses ententes génératrices de produits en fonction de certains critères précis pour déterminer si elle agit pour son propre compte ou comme mandataire. La Société a conclu qu'elle agit pour son propre compte dans toutes ses ententes génératrices de produits, sauf en ce qui concerne la vente de certains produits accessoires, pour laquelle elle agit comme mandataire, et, par conséquent, elle comptabilise ces produits sur une base nette.

#### **i) Produits d'intérêts**

Les produits d'intérêts tirés des prêts à la consommation sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **ii) Produits locatifs**

Les biens sont loués à des clients en vertu de contrats qui prévoient des versements périodiques effectués par anticipation. Les contrats de location peuvent être résiliés par le client à la fin de la période de location périodique sans coût ni obligation supplémentaires pour le client.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

Les produits locatifs se composent de paiements de location, de l'assurance pertes et dommages de produits et des frais de traitement et autres frais. Ils sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les produits locatifs se composent également des produits tirés de la vente finale de biens à des clients, ce qui représente l'aboutissement du cycle de vie de l'actif loué et se produit lorsque le droit de propriété est transféré au client. Ces revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

### **iii) Commissions gagnées et frais et honoraires**

Les commissions gagnées sont comptabilisées lorsque l'obligation de prestation est remplie par la prestation des services au client, ou à mesure que celle-ci est remplie, au montant de la contrepartie que la Société prévoit recevoir. Les frais et honoraires sont comptabilisés à titre de produits au moment où la transaction est conclue.

### **Remises des fournisseurs**

La Société participe à divers programmes de remises des fournisseurs, qui comprennent des remises sur quantité et des remises publicitaires. La Société comptabilise les économies au titre des remises sur quantité réalisées sur les achats en déduction des biens loués selon le montant des remises qui, de l'avis de la Société, est probable et peut faire l'objet d'une estimation raisonnable pendant la durée de chaque programme de remise. Les remises publicitaires des fournisseurs qui sont liés à des programmes de publicité précis sont portées en déduction des charges connexes.

### **Trésorerie**

La trésorerie se compose des soldes bancaires et des fonds en caisse, ajustés en fonction des effets en transit comme les chèques en circulation et l'encours des dépôts.

### **Actifs financiers**

#### *Comptabilisation initiale et évaluation*

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés : i) à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »); ii) au coût amorti; iii) comme étant des instruments financiers sous forme de titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »); iv) comme étant des instruments financiers sous forme de titres de capitaux propres désignés à la JVAERG; ou v) comme étant des instruments financiers désignés à la JVRN, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers et du modèle économique selon lequel ils sont gérés. Tous les actifs financiers sont évalués à la juste valeur, sauf ceux évalués au coût amorti. Les actifs financiers sont reclassés uniquement lorsque survient un changement dans le modèle économique selon lequel ils sont gérés. Les reclassements doivent être effectués de manière prospective à compter de la date de reclassement.

Les actifs financiers sous forme de titres de créance dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts, y compris les actifs comportant des dérivés incorporés, sont classés comme étant des actifs financiers évalués à la JVRN au moment de leur comptabilisation initiale. Le classement, au moment de la comptabilisation initiale, des actifs financiers sous forme de titres de créance dont les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts est déterminé en fonction du modèle économique selon lequel ces titres sont gérés. Les titres de créance qui sont gérés selon un modèle économique du type « détention à des fins de transaction » ou « évaluation à la juste valeur » sont classés comme étant évalués à la JVRN. Les titres de créance qui sont gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception et de la vente » sont classés comme étant évalués à la JVAERG pour les titres de créance. Les titres de créance qui sont gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception » sont classés comme étant évalués au coût amorti.

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

Les actifs financiers se composent des débiteurs, des prêts à la consommation, des instruments financiers dérivés et des placements, et sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction.

Les débiteurs et les prêts à la consommation sont ensuite évalués au coût amorti. Le coût amorti est déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, compte tenu des coûts d'acquisition versés à des tiers et des provisions pour perte sur prêts. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les entrées de trésorerie futures sur la durée de vie prévue de l'actif financier de manière à obtenir la valeur comptable. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, la Société estime les flux de trésorerie futurs en prenant en considération les modalités contractuelles de l'instrument financier.

La Société n'a aucun actif financier qui est évalué ultérieurement à la juste valeur, sauf en ce qui concerne les placements et les instruments financiers dérivés, qui peuvent être en position d'actif ou de passif, en fonction du taux de change en vigueur à cette date (voir la rubrique « Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture »).

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

### *Dépréciation des actifs financiers*

La Société applique un modèle de pertes de crédit attendues, selon lequel les pertes de crédit qui sont attendues dans les années à venir, qu'un événement générateur de pertes soit survenu ou non à la date de clôture, sont provisionnées. La Société évalue son portefeuille de prêts chaque date de clôture et le répartit entre les catégories suivantes : productifs (stade 1), sous-productifs (stade 2) et non productifs (stade 3). Les prêts sont classés comme étant sous-productifs s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit. La Société applique la méthode des notes de risque internes qui tient compte des variations dans les arriérés et autres facteurs de risque identifiables selon les données obtenues des mises à jour mensuelles du profil de crédit d'un client, et de toute modification importante des modalités d'un prêt. Les prêts sous-productifs ne sont reclassés comme étant productifs que s'il est jugé qu'il y a eu une diminution importante du risque de crédit. Les prêts sont classés comme étant non productifs s'il existe une indication objective qu'ils seront probablement radiés à une date ultérieure, ce que la Société a déterminé comme étant lorsque les prêts sont en souffrance depuis plus de 30 jours. Dans le cas des prêts productifs, la Société doit comptabiliser une provision pour pertes sur prêts égale aux pertes attendues pour ce groupe de prêts dans les douze mois à venir. Dans le cas des prêts sous-productifs et non productifs, la Société doit comptabiliser une provision pour pertes sur prêts égale aux pertes attendues pour ces groupes de prêts jusqu'à leur terme.

La Société n'accorde aucun crédit supplémentaire aux emprunteurs en situation d'arriéré. Pour qu'un crédit supplémentaire soit accordé à un emprunteur, ce dernier doit être à jour dans les paiements de son prêt courant et respecter les exigences de la Société en matière de crédit et de souscription. Dans de rares cas, la Société peut modifier les modalités d'un prêt, habituellement au moyen d'un report de paiements ou de la prolongation de la période d'amortissement du prêt, pour les clients qui sont à jour ou qui ont des arriérés afin de s'assurer qu'ils demeurent en mesure de rembourser le prêt.

Les principales données utilisées aux fins de la détermination des provisions pour pertes de crédit attendues sont les suivantes :

- la probabilité de défaut est une estimation de la probabilité de défaut au cours d'une période donnée;
- l'exposition en cas de défaut est une estimation de l'exposition à une date de défaut future;
- la perte en cas de défaut est une estimation de la perte résultant d'un défaut au cours d'une période donnée;
- les indicateurs prospectifs.

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

Au final, la perte de crédit attendue est calculée en fonction de l'insuffisance attendue, établie par pondération probabiliste, des flux de trésorerie perçus par rapport à la valeur comptable du prêt, et elle tient compte d'informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions des événements et de la conjoncture économique encore à venir qui pourraient avoir une incidence sur le profil de crédit des prêts. La Société tient compte de l'information prospective pour déterminer si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et évaluer les pertes de crédit attendues. Des facteurs macroéconomiques prospectifs sont également intégrés aux paramètres des risques, s'il y a lieu. À partir de l'analyse des données historiques, la direction a cerné et reflété dans les provisions pour pertes de crédit attendues les variables d'indicateurs prospectifs pertinents qui contribuent au risque de crédit et aux pertes dans les portefeuilles de prêts de la Société. Au sein du portefeuille de prêts de la Société, les variables les plus fortement corrélées sont les taux de chômage, l'inflation, les prix du pétrole et le produit intérieur brut (« PIB »).

Les soldes des prêts à la consommation non garantis qui sont en souffrance depuis plus de 90 jours et des prêts à la consommation garantis qui sont en souffrance depuis plus de 180 jours sont radiés à même la provision pour pertes sur prêts.

Les soldes des prêts à la consommation et les provisions connexes sont sortis du bilan s'il n'est pas réaliste d'envisager un recouvrement futur. Si, au cours d'un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimée diminue en raison d'un événement survenu après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est diminuée par un ajustement de la provision. Si un montant radié est recouvré ultérieurement, le montant recouvré est porté au crédit de la charge au titre des créances irrécouvrables.

Dans le cas des débiteurs, la Société applique une méthode simplifiée pour déterminer les pertes de crédit attendues en comptabilisant, chaque date de clôture, une provision pour pertes au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

### *Prêts modifiés*

Dans le cas où un emprunteur éprouve des difficultés financières, la Société peut consentir certaines modifications aux modalités du prêt. Les modifications peuvent comporter un report des paiements, une prolongation de la période d'amortissement, une réduction du taux d'intérêt et d'autres mesures visant à atténuer la perte économique. La Société a des politiques pour établir les mesures correctives appropriées pour chaque emprunteur.

Si la Société établit qu'une modification entraîne l'expiration des droits sur les flux de trésorerie, l'actif initial est décomptabilisé et un nouvel actif est comptabilisé selon les nouvelles modalités contractuelles. Une augmentation importante du risque de crédit est évaluée par rapport au risque de défaut du nouvel instrument financier à la date de la décomptabilisation. Le profit ou la perte est établi à la date de la modification ou de la décomptabilisation et correspond à la différence entre la juste valeur des flux de trésorerie selon les modalités initiales et la juste valeur des flux de trésorerie selon les modalités modifiées.

Si la Société établit qu'une modification n'entraîne pas une décomptabilisation, une augmentation importante du risque de crédit est évaluée par rapport au risque de défaut au moment de la comptabilisation initiale de l'actif initial. Les flux de trésorerie attendus en fonction des modalités contractuelles modifiées sont pris en compte dans le calcul de la perte de crédit attendue pour l'actif modifié. Pour les prêts qui ont été modifiés alors que leurs provisions étaient établies en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, après une période de rendement et une amélioration de la situation financière de l'emprunteur, ils peuvent être de nouveau évalués en fonction des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### *Actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création*

Les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou dès leur création sont des actifs dépréciés dès leur comptabilisation initiale. Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie utile sont incluses dans le calcul du taux d'intérêt effectif de ces actifs. Par conséquent, ces actifs financiers ne font pas l'objet d'une correction de valeur lors de leur comptabilisation initiale. Le montant comptabilisé à titre de provision pour pertes par suite de la comptabilisation initiale correspond aux variations de la perte de crédit attendue pour la durée de vie utile.

### **Biens loués**

Les biens loués sont présentés au coût, déduction faite du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût des biens loués comprend leur prix d'achat et tout coût directement lié au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour assurer son exploitation de la manière prévue par la direction. Les remises sur quantité sont portées en déduction du coût des biens loués.

Étant donné que les contrats de location sont révocables par le client à tout moment sur préavis d'une semaine et qu'aucune option d'achat à prix de faveur n'est accordée au client, les contrats de location avec les clients sont considérés essentiellement comme des activités d'exploitation. Les contrats de location confèrent aux clients le droit de racheter un bien loué, selon les modalités prévues dans les contrats de location.

La valeur résiduelle, la durée d'utilité et le mode d'amortissement des biens loués sont revus à la fin de chaque exercice et, si les attentes diffèrent par rapport aux estimations précédentes, ceux-ci sont ajustés et les changements sont comptabilisés de manière prospective comme un changement d'estimation comptable. Si la direction détermine que la Société ne peut plus louer ou vendre certains biens loués, ceux-ci sont radiés. La valeur résiduelle des biens loués est négligeable.

L'amortissement des biens loués est comptabilisé en résultat net comme suit :

- Les biens loués, sauf les consoles de jeux vidéo, les ordinateurs et l'équipement qui s'y rapporte, sont amortis à l'aide de la méthode d'amortissement proportionnel à l'utilisation sur la durée prévue du contrat de location.
- Les consoles de jeux vidéo sont amorties selon la méthode linéaire sur 18 mois. Les ordinateurs et l'équipement qui s'y rapporte sont amortis selon la méthode linéaire sur 24 mois.
- L'amortissement comprend pour tous les biens loués la valeur comptable résiduelle au moment de la cession des biens loués qui ont été vendus et les montants qui ont été radiés en raison du vol ou de la perte du bien ou parce qu'il n'est plus en état d'être loué.

La Société comptabilise une provision sur la valeur comptable des biens loués pour tenir compte des pertes estimatives découlant de vols ou de dommages.

### **Immobilisations corporelles**

Le coût des immobilisations corporelles comprend leur prix d'achat et tout coût directement lié au transfert de biens jusqu'à leur lieu d'exploitation et à leur mise en état pour assurer leur exploitation de la manière prévue par la direction.

Les immobilisations corporelles sont présentées au coût, déduction faite du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'immobilisation ou comptabilisés comme un actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet élément iront à la Société et que le coût de cet élément peut être évalué de façon fiable. Les autres charges sont imputées au résultat net à titre de charge de réparation et d'entretien lorsqu'elles sont engagées.

L'amortissement des immobilisations corporelles est comptabilisé en résultat net.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, comme suit :

| <u>Catégorie d'immobilisation</u> | <u>Durée d'utilité estimée</u>                       |
|-----------------------------------|------------------------------------------------------|
| Mobilier et agencements           | 7 ans                                                |
| Matériel informatique             | 5 ans                                                |
| Matériel de bureau                | 7 ans                                                |
| Affichage                         | 7 ans                                                |
| Améliorations locatives           | De 5 à 10 ans, selon la durée du contrat de location |

Les immobilisations corporelles sont décomptabilisées lors de leur cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur cession. Tout profit ou toute perte découlant de la décomptabilisation de l'immobilisation (soit la différence entre le produit net sur cession et la valeur comptable) est inclus dans le résultat net de la période au cours de laquelle l'immobilisation est décomptabilisée.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût lors de leur comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé à leur juste valeur estimative à la date d'acquisition. Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont présentées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. Les immobilisations incorporelles générées en interne, à l'exclusion des coûts de développement capitalisés, ne sont pas comptabilisées à l'actif et la dépense est comptabilisée en résultat net dans la période au cours de laquelle elle est engagée.

La durée d'utilité des immobilisations incorporelles est évaluée comme étant déterminée ou indéterminée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est déterminée sont amorties sur leur durée d'utilité estimative et sont soumises à un test de dépréciation lorsqu'il existe une indication que l'immobilisation peut s'être dépréciée. La période d'amortissement et le mode d'amortissement pour une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée sont passés en revue au moins chaque date de clôture afin d'y déceler des indicateurs de dépréciation potentielle. Les variations de la durée d'utilité attendue ou du rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs incorporés dans l'immobilisation sont comptabilisées en modifiant la période ou le mode d'amortissement, le cas échéant, et sont traitées comme des changements d'estimations comptables. La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée est comptabilisée en résultat net.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, comme suit :

| <u>Catégorie d'immobilisation</u>                               | <u>Durée d'utilité estimée</u> |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| Listes de clients                                               | 5 ans                          |
| Sites Web et actifs numériques                                  | 3 ans                          |
| Logiciels (excluant les sites Web et les propriétés numériques) | De 5 à 10 ans                  |
| Réseaux de commerçants                                          | 10 ans                         |

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation. La durée d'utilité indéterminée des immobilisations est réévaluée chaque année afin d'établir si elle demeure justifiable. Dans le cas contraire, la durée d'utilité passe d'indéterminée à déterminée sur une base prospective.

Il a été évalué que les marques de commerce de la Société ont une durée d'utilité indéterminée.

Les profits ou pertes découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle sont calculés comme la différence entre le produit net sur cession et la valeur comptable de l'immobilisation et sont comptabilisés en résultat net lorsque l'immobilisation est décomptabilisée.

### **Frais de développement**

Les frais de développement, y compris ceux liés au développement de logiciels, sont comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle lorsque la Société peut démontrer ce qui suit :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et sa capacité de l'utiliser ou de la vendre;
- la façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources pour achever l'immobilisation incorporelle;
- la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses au cours du développement.

Après la comptabilisation initiale de la dépense de développement comme un actif, le modèle du coût est appliqué et, en vertu de celui-ci, l'actif est comptabilisé au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. L'amortissement de l'actif commence lorsque son développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### **Contrats de location**

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat de location confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

#### **A. Société à titre de preneur**

La Société emploie une seule approche pour la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location, à l'exception des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise des obligations locatives représentant son obligation d'effectuer des paiements de loyers et des actifs au titre de droits d'utilisation représentant son droit d'utiliser les actifs sous-jacents.

##### **i) Actifs au titre de droits d'utilisation**

La Société comptabilise les actifs au titre de droits d'utilisation à la date de début du contrat de location (c.-à-d. à la date à laquelle le bien sous-jacent est disponible pour utilisation). Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, diminué du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des ajustements pour tenir compte de toute réévaluation des obligations locatives. Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation comprend le montant des obligations locatives comptabilisées à la date de passation du contrat de location, les coûts directs initiaux engagés et les paiements de loyers versés à la date de début du contrat de location ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. À moins qu'il ne soit raisonnablement assuré que la Société devienne propriétaire du bien loué à la fin du contrat de location, les actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimative ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation font l'objet d'un test de dépréciation.

##### **ii) Obligations locatives**

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise des obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers qui seront versés sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent les paiements fixes (y compris les paiements de loyers fixes en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, ainsi que les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, et les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle. Les paiements de loyers comprennent aussi le prix d'exercice d'une option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer et les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par la Société de l'option de résiliation. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont passés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements.

Pour évaluer une composante locative, la Société ne sépare pas les composantes locatives des composantes non locatives, mais comptabilise plutôt chaque composante locative et les composantes non locatives qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative.

La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée au moyen du taux d'emprunt marginal de la Société à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être facilement déterminé. Après la date de début, les obligations locatives sont augmentées pour tenir compte des intérêts au titre de la désactualisation et réduites en fonction des paiements de loyers versés. De plus, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a une modification, un changement dans la durée du contrat de location, un changement aux paiements de loyers fixes en substance ou un changement dans l'appréciation de la probabilité que soit exercée l'option d'achat de l'actif sous-jacent.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### iii) Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

La Société applique l'exemption relative à la comptabilisation des contrats de location à court terme à ses contrats de location à court terme (c.-à-d. les contrats de location qui ont une durée de douze mois ou moins à compter de la date de début et qui ne comportent pas d'option d'achat). Elle applique également l'exemption relative à la comptabilisation des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur aux contrats de location de matériel de bureau considéré comme ayant une faible valeur. Les paiements au titre des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

### B. Société à titre de bailleur

Les contrats de location en vertu desquels la Société ne transfère pas la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location simple. La comptabilisation des produits locatifs est décrite plus haut.

### **Regroupements d'entreprises et goodwill**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur des actifs donnés, des instruments de capitaux propres et des passifs contractés ou pris en charge à la date de l'échange. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition, sans égard à l'importance des participations ne donnant pas le contrôle.

Le goodwill est initialement évalué au coût, qui est l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la quote-part de la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels de l'entité acquise. Si la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels ne peut être calculée que sur une base provisoire, le regroupement d'entreprises est comptabilisé initialement en utilisant les valeurs provisoirement déterminées. Les ajustements résultant de l'achèvement du processus d'évaluation sont comptabilisés dans un délai de douze mois après la date d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins le cumul des pertes de valeur, le cas échéant. Le goodwill n'est pas amorti. Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est attribué, à compter de la date d'acquisition, à chacun des secteurs d'exploitation de la Société susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement, sans égard au fait que d'autres actifs et passifs de l'entreprise acquise aient été attribués à ces secteurs.

### **Dépréciation des actifs non financiers**

La Société évalue à chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif ou une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») a pu se déprécier.

La Société revoit régulièrement les biens loués qui sont inutilisés depuis plus de 90 jours pour détecter des indications de dépréciation. Ces biens qui sont considérés comme ne pouvant être loués ou vendus sont éliminés et leur valeur comptable nette est ramenée à néant.

Une UGT correspond au plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie en grande partie indépendantes de celles des autres actifs ou groupes d'actifs.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

En ce qui concerne l'unité d'exploitation easyhome, une UGT correspond à un magasin, les entrées de trésorerie d'un magasin étant en grande partie indépendantes de celles des autres actifs de la Société. En ce qui concerne les unités d'exploitation easyfinancière et LendCare, l'UGT correspond à l'unité d'exploitation elle-même, les entrées de trésorerie étant en grande partie dépendantes du centre de prêt et de recouvrement.

S'il existe une indication de dépréciation, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif ou d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, auquel cas elle est déterminée pour l'UGT à laquelle l'actif appartient. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est jugé avoir subi une dépréciation et la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable.

Pour établir la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation qui reflète les évaluations de marché en vigueur de la valeur temps de l'argent ainsi que les risques propres à l'actif ou à l'UGT. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat net.

Les calculs du test de dépréciation sont fondés sur des budgets et des prévisions détaillés qui sont préparés annuellement pour chaque UGT à laquelle les actifs sont attribués. Ces budgets et prévisions couvrent généralement une période de trois ans, et un taux de croissance à long terme est appliqué après la troisième année.

Pour les actifs excluant le goodwill, une évaluation est effectuée à chaque date de clôture afin de relever s'il existe un indice que des pertes de valeur déjà comptabilisées puissent ne plus exister ou avoir diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Toute perte de valeur déjà comptabilisée n'est reprise que s'il y a eu un changement dans les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. La reprise est limitée de sorte que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT n'excède pas sa valeur recouvrable ni la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée à l'égard de cet actif ou de cette UGT au cours des exercices antérieurs. Ces reprises sont comptabilisées en résultat net.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable peut être dépréciée. On détermine la perte de valeur en évaluant la valeur recouvrable de chaque groupe d'UGT auquel le goodwill se rattache. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes ultérieures.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait s'être dépréciée.

### **Passifs financiers**

Les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Dans le cas de certains emprunts, la juste valeur lors de la comptabilisation initiale comprend la valeur du produit reçu, déduction faite des coûts de transaction qui leur sont directement attribuables. Les passifs financiers de la Société comprennent une facilité de crédit renouvelable, les billets à payer libellés en dollars américains, les facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation, les emprunts garantis, les instruments financiers dérivés et les créditeurs et charges à payer.

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

Après la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêt de la Société sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais liés aux emprunts portant intérêt. Les charges financières comprennent la charge d'intérêts et l'amortissement des charges financières différées.

Les passifs financiers ne portant pas intérêt, comme les créditeurs et charges à payer, sont comptabilisés au montant dû.

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation au titre du passif est réglée, qu'elle est exécutée, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à expiration. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque les passifs sont décomptabilisés.

### Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les activités de financement de la Société l'exposent aux risques financiers liés aux variations des taux de change et à la volatilité des taux d'intérêt. La Société utilise des instruments financiers dérivés comme couvertures de flux de trésorerie pour gérer ces risques.

Les instruments financiers dérivés sont initialement évalués à la juste valeur à la date de transaction et sont ensuite réévalués à la juste valeur chaque date de clôture à l'aide de données observables du marché.

La Société désigne des instruments financiers dérivés comme couvertures de flux de trésorerie afin de couvrir la variation attribuable au risque de change ou au risque de taux d'intérêt lorsque les instruments financiers dérivés respectent les critères de comptabilité de couverture énoncés dans IFRS 9, *Instruments financiers*.

Pour que la comptabilité de couverture s'applique, une documentation structurée doit préciser l'instrument de couverture, l'élément couvert, la nature du risque couvert et la façon dont la Société procède pour apprécier si la relation de couverture satisfait aux contraintes d'efficacité de la couverture (y compris l'analyse des sources d'inefficacité de la couverture et la façon de déterminer le ratio de couverture). Une relation de couverture répond aux conditions d'application de la comptabilité de couverture si elle satisfait à toutes les contraintes d'efficacité de la couverture qui suivent :

- Il existe un lien économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.
- Le risque de crédit n'a pas d'effet dominant sur les variations de la valeur qui résultent de ce lien économique.
- Le ratio de couverture de la relation de couverture cadre avec la stratégie liée au risque de la direction.

Lorsqu'il existe une couverture efficace, la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et reclassée en résultat net sous la forme d'un ajustement de reclassement dans la ou les mêmes périodes que celles au cours desquelles les flux de trésorerie affectent le résultat net. Il n'y a donc aucune incidence nette sur le résultat net.

L'efficacité d'une couverture est évaluée au début de la relation de couverture et régulièrement par la suite. Si une couverture devient inefficace, toute variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux de change ou des taux d'intérêt sera comptabilisée en résultat net.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### **Provisions**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, d'effectuer des paiements au titre d'événements passés et que les coûts attendus pour régler l'obligation sont probables et peuvent être évalués de manière fiable. Lorsqu'il est prévu qu'une partie ou que la totalité d'une provision sera remboursée, par exemple en vertu d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé à titre d'actif distinct, mais seulement lorsque le remboursement est quasiment certain. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est important, les provisions sont actualisées. Lorsque l'actualisation est utilisée, la désactualisation de la provision résultant du passage du temps est comptabilisée comme une charge financière.

### **Impôts**

#### **i) Impôt exigible**

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant qui devrait être reçu des autorités fiscales ou payé à celles-ci. Les taux d'imposition et les lois fiscales utilisés pour calculer ce montant sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les actifs et passifs d'impôt exigible sont compensés uniquement s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants et si la Société a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

L'impôt exigible relatif aux éléments directement comptabilisés dans les capitaux propres est aussi comptabilisé dans les capitaux propres et non en résultat net.

#### **ii) Impôt différé**

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Les passifs d'impôt déductibles sont comptabilisés à l'égard de toutes les différences temporaires imposables. Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles, tous les reports en avant de crédits d'impôt non utilisés et toutes les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les reports en avant de crédits d'impôt non utilisés et les pertes fiscales inutilisées.

Les différences temporaires suivantes ne donnent pas lieu à des actifs ou à des passifs d'impôt différé :

- la comptabilisation initiale des actifs ou passifs, ne survenant pas dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, qui n'influe pas sur le profit comptable ou imposable;
- la comptabilisation initiale du goodwill;
- les participations dans les filiales, les entreprises associées et les entités contrôlées conjointement, dans les cas où le moment de l'inversion de la différence temporaire peut être contrôlé et qu'il est improbable que la différence temporaire s'inverse dans un avenir prévisible.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre la réalisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et sont comptabilisés dans la mesure où il devient probable qu'un résultat imposable futur sera disponible pour permettre à la Société de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible avec les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts relevant de la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable.

### **iii) Taxe de vente**

Les produits, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe de vente, sauf si la taxe de vente liée à un achat d'actifs ou de services n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale, auquel cas la taxe de vente est comptabilisée dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans les charges, selon le cas.

Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès des administrations fiscales ou exigible par celles-ci est inclus dans les montants à recevoir ou les créditeurs et charges à payer dans les états de la situation financière consolidés.

### **Transactions dont le paiement est fondé sur des actions**

La Société offre des régimes de rémunération fondée sur des actions, notamment des options sur actions, des unités d'action des membres de la direction (« UAMD ») sous forme d'unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») ou d'unités d'actions différées des membres de la direction (« UAD des membres de la direction »), et des unités d'actions différées du conseil d'administration (« UAD du conseil d'administration »), qui sont comptabilisés à titre de transactions réglées en instruments de capitaux propres. Le coût de ces transactions réglées en instruments de capitaux propres est évalué selon la juste valeur, établie au moyen de la valeur de marché à la date d'attribution ou du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, selon le cas. Les données utilisées dans ce modèle sont fondées sur les jugements et les estimations de la direction.

Le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé en résultat net, avec une hausse correspondante du surplus d'apport, au cours de la période d'acquisition des droits. Les charges cumulées comptabilisées au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres chaque date de clôture reflètent la mesure de l'écoulement de la période d'acquisition des droits et la meilleure estimation par la Société du nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront finalement acquis. La charge pour une période est comptabilisée dans la charge de rémunération fondée sur des actions aux comptes de résultat consolidés. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions dont les droits ne seront pas finalement acquis.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### **Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions selon laquelle il est présumé que le montant reçu à l'exercice des options et des bons de souscription sert à l'achat d'actions au prix moyen au cours de l'exercice et que l'écart entre le nombre d'actions émises à l'exercice des options et le nombre d'actions pouvant être obtenues en vertu de ce calcul, sur une base moyenne pondérée, est ajouté au nombre d'actions en circulation.

### **Jugements, estimations et hypothèses comptables importants**

La préparation d'états financiers consolidés en conformité avec les IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés à l'égard des actifs, des passifs et des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, et sur les montants comptabilisés des produits et des charges des périodes présentées.

Ces jugements, estimations et hypothèses comptables sont évalués continuellement et sont fondés sur les résultats passés, sur la meilleure connaissance de la direction des événements et circonstances actuels et sur d'autres facteurs jugés raisonnables dans les circonstances. Les événements futurs et leur incidence ne pouvant être établis avec précision, les résultats réels peuvent différer de façon importante de ces estimations et avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés. Les changements d'estimations seront reflétés dans les états financiers consolidés de périodes futures.

Les principaux éléments d'estimation pour lesquels la direction a posé des jugements difficiles, subjectifs ou complexes, souvent à l'égard de questions qui sont incertaines de nature, sont les suivants :

i) **Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises requièrent de la direction l'exercice du jugement dans l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs courus ou repris.

ii) **Provision pour pertes de crédit et provision pour pertes sur prêts**

La Société applique le modèle des pertes de crédit attendues pour déterminer la provision pour pertes de crédit au titre des prêts à la consommation bruts. Les principales données utilisées aux fins de la détermination des provisions pour pertes de crédit attendues, qui nécessitent l'exercice de jugements, d'estimations et d'hypothèses comptables, sont présentées à la note 2, sous la rubrique « Actifs financiers ».

En outre, les prêts à la consommation comprennent les intérêts courus qui devraient être encaissés au cours de périodes futures sur les prêts à la consommation. Les intérêts à recevoir sur les prêts à la consommation sont déterminés en fonction des montants qui, de l'avis de la Société, seront perçus au cours de périodes futures.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### iii) Amortissement des biens loués

Certains biens loués (sauf les consoles de jeux vidéo et les ordinateurs et l'équipement qui s'y rapporte) sont amortis en fonction de la durée de location écoulée par rapport à la durée du contrat de location, laquelle est estimée par la direction pour chaque catégorie de biens. Les autres biens loués, comme les consoles de jeux vidéo et les ordinateurs et l'équipement qui s'y rapporte, sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimative.

### iv) Évaluation de la dépréciation des actifs non financiers

Les indices de dépréciation sont fondés sur le jugement de la direction. Si une telle indication existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est jugé avoir subi une dépréciation et la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur recouvrable, la direction estime la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif ou de l'UGT qui sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation qui reflète les évaluations de marché en vigueur de la valeur temps de l'argent ainsi que les risques propres à l'actif.

Les calculs du test de dépréciation sont fondés sur des budgets et des prévisions détaillés qui sont préparés pour chaque UGT à laquelle les actifs sont attribués. Ces budgets et prévisions couvrent généralement une période de trois ans, et un taux de croissance à long terme est appliqué après la troisième année. Les principaux aspects nécessitant une part de jugement de la direction comprennent les prévisions de flux de trésorerie, le taux de croissance appliqué aux flux de trésorerie après la troisième année et le taux d'actualisation.

### v) Évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Pour évaluer la valeur recouvrable, la direction estime la valeur d'utilité du groupe d'UGT. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif ou de l'UGT qui sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation qui reflète les évaluations de marché en vigueur de la valeur temps de l'argent ainsi que les risques propres à l'actif. Les calculs du test de dépréciation sont fondés sur des budgets et des prévisions détaillés qui sont préparés pour chaque UGT à laquelle les actifs sont attribués. Ces budgets et prévisions couvrent généralement une période de trois ans, et un taux de croissance à long terme est appliqué après la troisième année. Les principaux aspects nécessitant une part de jugement de la direction comprennent les prévisions de flux de trésorerie, le taux de croissance appliqué aux flux de trésorerie après la troisième année et le taux d'actualisation.

### vi) Juste valeur de la rémunération fondée sur des actions

La juste valeur des attributions au titre du régime de rémunération réglée en instruments de capitaux propres est évaluée à la date d'attribution au moyen de la valeur de marché à cette date ou du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, selon le cas. Ce modèle a été élaboré pour estimer la juste valeur des options négociées qui sont cessibles et ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition des droits. De plus, les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue du cours des actions. Les options sur actions de la Société présentent des caractéristiques bien différentes de celles des options librement négociées et, les modifications apportées aux hypothèses subjectives pouvant avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur parts attribuées.

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

L'acquisition des droits au titre des régimes de rémunération fondée sur des actions de la Société est fondée sur l'atteinte prévue des cibles à long terme et des taux de rétention de la direction, dont l'évaluation est assujettie au jugement de la direction.

### vii) Montant des impôts

Pour déterminer la charge d'impôts sur le résultat, y compris les actifs et passifs d'impôt différé et exigible, il faut que les règles et règlements concernant l'impôt fédéral et l'impôt provincial soient estimés et interprétés, et qu'un jugement soit porté sur son interprétation et son application à la situation particulière de la Société. Par conséquent, il se pourrait que la valeur finale des actifs et passifs d'impôt change dans l'avenir et que ce changement ait une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

### viii) Évaluation de la juste valeur des placements

Lorsque la juste valeur des placements comptabilisés dans les états de la situation financière consolidés ne peut pas être évaluée en fonction des cours sur des marchés actifs, elle est évaluée au moyen d'autres techniques d'évaluation, y compris les modèles financiers. Les données entrant dans ces modèles sont tirées de marchés observables lorsque cela est possible; dans le cas contraire, une certaine part de jugement est nécessaire pour établir les justes valeurs. Les jugements tiennent compte de données comme le risque de liquidité, le risque de crédit et la volatilité. Les modifications des hypothèses sur ces facteurs pourraient avoir une incidence sur la juste valeur présentée des instruments financiers.

## 3. CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES ET INFORMATIONS À FOURNIR

### *a) Nouvelles normes, interprétations et modifications adoptées par la Société*

Aucune nouvelle norme, interprétation ou modification n'a eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société. La Société n'a pas adopté de façon anticipée des normes, interprétations ou modifications publiées, mais pas encore entrées en vigueur.

### *b) Normes publiées, mais pas encore entrées en vigueur*

Aucune nouvelle norme publiée, mais pas encore entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022, n'a eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

## 4. ACQUISITION IMPORTANTE EN 2021

Le 30 avril 2021 (la « date d'acquisition »), la Société a acquis la totalité des actions en circulation de LendCare, une société canadienne spécialisée dans le crédit à la consommation au point de vente et les technologies, auprès des fondateurs de LendCare et de CIVC Partners en contrepartie de 324,8 millions \$, dont 313,0 millions \$ en trésorerie et 11,8 millions \$ en actions ordinaires de la Société (l'« acquisition »). La juste valeur des 81 400 actions ordinaires émises en contrepartie, qui s'élève à 11,8 millions \$, a été calculée en fonction du cours de clôture des actions ordinaires de la Société à la date d'acquisition.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

La Société a déterminé la juste valeur des actifs et passifs nets identifiables, du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis à la date d'acquisition comme suit :

|                                                                                                                                                       | <b>Montant</b>   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Total des actifs nets identifiables acquis                                                                                                            | <b>71 212</b>    |
| Immobilisations incorporelles                                                                                                                         | <b>134 186</b>   |
| Goodwill                                                                                                                                              | <b>159 613</b>   |
| Passif d'impôt différé                                                                                                                                | <b>(40 229)</b>  |
| <b>Total de la contrepartie d'acquisition transférée</b>                                                                                              | <b>324 782</b>   |
| <i>Contrepartie d'acquisition</i>                                                                                                                     |                  |
| Trésorerie                                                                                                                                            | <b>312 945</b>   |
| Actions ordinaires                                                                                                                                    | <b>11 837</b>    |
| <b>Total de la contrepartie</b>                                                                                                                       | <b>324 782</b>   |
| <i>Analyse des flux de trésorerie liés à l'acquisition</i>                                                                                            |                  |
| Coûts de transaction liés à l'acquisition (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation)                                      | <b>(9 341)</b>   |
| Sorties affectées à l'acquisition, déduction faite de la trésorerie acquise (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement)  | <b>(281 041)</b> |
| Émission de billets à payer, déduction faite des charges financières (note 16) (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement) | <b>391 516</b>   |
| Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission (note 17) (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement)  | <b>164 812</b>   |
| Paieement des billets à payer (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement)                                                  | <b>(243 567)</b> |
| <b>Flux de trésorerie nets liés à l'acquisition</b>                                                                                                   | <b>22 379</b>    |

Le goodwill de 159,6 millions \$ reflète en grande partie les synergies découlant de la combinaison des activités existantes de la Société avec celles de LendCare à la date d'acquisition et de leur rationalisation. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de l'acquisition ont été consolidés à compter de la date d'acquisition et sont inclus dans le secteur easyfinancière (note 30).

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**Actifs identifiables acquis et passifs repris**

Le tableau suivant présente les actifs identifiables acquis et les passifs repris comptabilisés à la date d'acquisition :

|                                                   | Montant       |
|---------------------------------------------------|---------------|
| Trésorerie                                        | 29 507        |
| Débiteurs                                         | 9 337         |
| Charges payées d'avance                           | 798           |
| Prêts à la consommation                           | 444 520       |
| Immobilisations corporelles                       | 4 159         |
| Actifs au titre de droits d'utilisation           | 1 160         |
| Impôt sur le résultat à recouvrer                 | 6 120         |
| Créditeurs et charges à payer                     | (9 034)       |
| Intérêts courus                                   | (564)         |
| Passif d'impôt différé, montant net               | (2 859)       |
| Billets à payer                                   | (243 567)     |
| Emprunts garantis                                 | (167 205)     |
| Obligations locatives                             | (1 160)       |
| <b>Total des actifs nets identifiables acquis</b> | <b>71 212</b> |

À la date d'acquisition, le total des montants contractuels du portefeuille de prêts à la consommation bruts était de 457,3 millions \$, dont un montant de 16 millions \$ était attendu être non recouvrable.

**5. TRÉSORERIE**

Une partie de la trésorerie déposée auprès de banques porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux quotidiens en vigueur pour les dépôts bancaires.

La Société a donné en garantie une partie de sa trésorerie pour satisfaire aux exigences en matière de garantie des swaps de devises. Au 31 décembre 2022, la juste valeur de la trésorerie donnée en garantie par les contreparties à l'égard des swaps de devises s'élevait à 30,2 millions \$ (trésorerie donnée en garantie par la Société de 19,6 millions \$ en 2021).

En ce qui concerne ses facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation et ses emprunts garantis, la Société retient un montant sur le produit des transferts de prêts à titre de réserve en cas de défaut futur des clients. Au 31 décembre 2022, la trésorerie retenue en réserve au titre des facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation et des emprunts garantis s'élevait respectivement à 26,2 millions \$ et 13,5 millions \$ (respectivement 6,8 millions \$ et 20,8 millions \$ en 2021).

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**6. DÉBITEURS**

|                                                   | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|---------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Commissions à recevoir                            | 18 266              | 15 223              |
| Remises des fournisseurs à recevoir               | 613                 | 601                 |
| Montants à recevoir de franchisés                 | 282                 | 337                 |
| Montants à recevoir de clients et autres éléments | 6 536               | 4 608               |
|                                                   | <b>25 697</b>       | <b>20 769</b>       |

Les débiteurs pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 viennent tous à échéance dans les 12 prochains mois.

**7. PRÊTS À LA CONSOMMATION**

Les prêts à la consommation représentent les avances aux clients et comprennent les prêts non garantis et les prêts garantis. La durée des prêts non garantis varie généralement de 9 à 84 mois, tandis que la durée des prêts garantis varie généralement de 5 à 20 ans.

|                                                     | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|-----------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Prêts à la consommation bruts                       | 2 794 694           | 2 030 339           |
| Intérêts à recevoir sur les prêts à la consommation | 32 457              | 18 881              |
| Frais d'acquisition différés non amortis            | 33 026              | 16 320              |
| Produits différés non amortis                       | (19 779)            | (6 147)             |
| Provision pour pertes de crédit                     | (213 041)           | (159 762)           |
|                                                     | <b>2 627 357</b>    | <b>1 899 631</b>    |

Le tableau suivant présente la répartition des prêts à la consommation bruts de la Société selon le type de prêts :

|                                             | 31 décembre 2022 |                                   | 31 décembre 2021 |                                   |
|---------------------------------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|-----------------------------------|
|                                             | \$               | Pourcentage du<br>total des prêts | \$               | Pourcentage du<br>total des prêts |
| Prêts remboursables par versements          |                  |                                   |                  |                                   |
| non garantis                                | 1 703 593        | 61,0 %                            | 1 364 696        | 67,2 %                            |
| Prêts remboursables par versements garantis | 1 091 101        | 39,0 %                            | 665 643          | 32,8 %                            |
|                                             | <b>2 794 694</b> | <b>100,0 %</b>                    | <b>2 030 339</b> | <b>100,0 %</b>                    |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Le tableau suivant présente l'analyse chronologique des remboursements prévus de principal du portefeuille de prêts à la consommation bruts aux 31 décembre 2022 et 2021 :

|                 | 31 décembre 2022 |                                | 31 décembre 2021 |                                |
|-----------------|------------------|--------------------------------|------------------|--------------------------------|
|                 | \$               | Pourcentage du total des prêts | \$               | Pourcentage du total des prêts |
| Moins de 6 mois | 236 026          | 8,4 %                          | 220 383          | 10,9 %                         |
| De 6 à 12 mois  | 161 441          | 5,8 %                          | 160 914          | 7,9 %                          |
| De 12 à 24 mois | 363 437          | 13,0 %                         | 351 028          | 17,3 %                         |
| De 24 à 36 mois | 433 895          | 15,5 %                         | 408 762          | 20,1 %                         |
| De 36 à 48 mois | 480 990          | 17,2 %                         | 332 049          | 16,4 %                         |
| De 48 à 60 mois | 346 560          | 12,4 %                         | 229 782          | 11,3 %                         |
| Plus de 60 mois | 772 345          | 27,7 %                         | 327 421          | 16,1 %                         |
|                 | 2 794 694        | 100,0 %                        | 2 030 339        | 100,0 %                        |

Le tableau suivant présente les prêts à la consommation bruts du portefeuille selon la durée contractuelle jusqu'à l'échéance aux 31 décembre 2022 et 2021 :

|                 | 31 décembre 2022 |                                | 31 décembre 2021 |                                |
|-----------------|------------------|--------------------------------|------------------|--------------------------------|
|                 | \$               | Pourcentage du total des prêts | \$               | Pourcentage du total des prêts |
| Moins de 1 an   | 65 485           | 2,3 %                          | 60 319           | 3,0 %                          |
| De 1 an à 2 ans | 139 143          | 5,0 %                          | 155 957          | 7,7 %                          |
| De 2 à 3 ans    | 312 612          | 11,2 %                         | 347 331          | 17,1 %                         |
| De 3 à 4 ans    | 573 567          | 20,5 %                         | 501 830          | 24,7 %                         |
| De 4 à 5 ans    | 493 336          | 17,7 %                         | 473 096          | 23,3 %                         |
| Plus de 5 ans   | 1 210 551        | 43,3 %                         | 491 806          | 24,2 %                         |
|                 | 2 794 694        | 100,0 %                        | 2 030 339        | 100,0 %                        |

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts à la consommation bruts en souffrance :

|                      | 31 décembre 2022 |                                | 31 décembre 2021 |                                |
|----------------------|------------------|--------------------------------|------------------|--------------------------------|
|                      | \$               | Pourcentage du total des prêts | \$               | Pourcentage du total des prêts |
| De 1 jour à 30 jours | 86 687           | 3,1 %                          | 71 505           | 3,5 %                          |
| De 31 à 44 jours     | 22 027           | 0,8 %                          | 14 417           | 0,7 %                          |
| De 45 à 60 jours     | 18 245           | 0,6 %                          | 12 358           | 0,6 %                          |
| De 61 à 90 jours     | 25 285           | 0,9 %                          | 14 966           | 0,7 %                          |
| De 91 à 120 jours    | 6 157            | 0,2 %                          | 3 350            | 0,2 %                          |
| De 121 à 150 jours   | 5 020            | 0,2 %                          | 2 792            | 0,1 %                          |
| De 151 à 180 jours   | 2 389            | 0,1 %                          | 1 841            | 0,1 %                          |
|                      | 165 810          | 5,9 %                          | 121 229          | 5,9 %                          |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Les tableaux suivants présentent les prêts à la consommation bruts répartis selon la notation de risque de la Société et leur stade. Le classement des prêts dans la catégorie risque faible, risque normal ou risque élevé repose sur le modèle d'évaluation du crédit fondé sur les comportements, exclusif à la Société, et sur les notations de crédit des tiers. Le modèle d'évaluation du crédit de la Société a été conçu et peaufiné au moyen de techniques d'analyse et d'outils statistiques de modélisation, et il est utilisé pour prédire les pertes futures parmi certains segments de clients plutôt que d'avoir recours aux notations du crédit génériques fournies par les agences de notation de crédit. Les prêts classés dans la catégorie risque faible présentent un risque de pertes futures attendues plus faible que le taux moyen de l'ensemble du portefeuille de prêts. Les prêts classés dans la catégorie risque normal présentent un risque de pertes futures attendues qui correspond plus ou moins au taux moyen de l'ensemble du portefeuille de prêts. Les prêts classés dans la catégorie risque élevé présentent un risque de pertes futures attendues plus élevé que le taux moyen de l'ensemble du portefeuille. La notation de risque médiane de TransUnion pour les emprunteurs classés dans la catégorie risque faible, risque normal ou risque élevé est présentée à titre de référence.

| <b>Au 31 décembre 2022</b> |                                                         |                                 |                                           |                                         |                  |
|----------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------|
|                            | <b>Notation de risque<br/>médiane de<br/>TransUnion</b> | <b>Stade 1<br/>(productifs)</b> | <b>Stade 2<br/>(sous-<br/>productifs)</b> | <b>Stade 3<br/>(non<br/>productifs)</b> | <b>Total</b>     |
| Risque faible              | 634                                                     | 1 531 982                       | 1 471                                     | 239                                     | 1 533 692        |
| Risque normal              | 551                                                     | 814 108                         | 8 032                                     | 679                                     | 822 819          |
| Risque élevé               | 498                                                     | 217 305                         | 145 032                                   | 75 846                                  | 438 183          |
| <b>Total</b>               | <b>579</b>                                              | <b>2 563 395</b>                | <b>154 535</b>                            | <b>76 764</b>                           | <b>2 794 694</b> |

  

| <b>Au 31 décembre 2021</b> |                                                         |                                 |                                           |                                         |                  |
|----------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------|
|                            | <b>Notation de risque<br/>médiane de<br/>TransUnion</b> | <b>Stade 1<br/>(productifs)</b> | <b>Stade 2<br/>(sous-<br/>productifs)</b> | <b>Stade 3<br/>(non<br/>productifs)</b> | <b>Total</b>     |
| Risque faible              | 635                                                     | 1 090 814                       | 1 586                                     | 122                                     | 1 092 522        |
| Risque normal              | 557                                                     | 610 484                         | 6 122                                     | 270                                     | 616 876          |
| Risque élevé               | 504                                                     | 167 008                         | 105 102                                   | 48 831                                  | 320 941          |
| <b>Total</b>               | <b>583</b>                                              | <b>1 868 306</b>                | <b>112 810</b>                            | <b>49 223</b>                           | <b>2 030 339</b> |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Le tableau suivant présente une analyse des changements dans le classement des prêts à la consommation bruts :

| <b>Exercice clos le 31 décembre 2022</b>                                    |                                 |                                      |                                      |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------|
|                                                                             | <b>Stade 1<br/>(productifs)</b> | <b>Stade 2<br/>(sous-productifs)</b> | <b>Stade 3<br/>(non productifs)</b>  | <b>Total</b>     |
| Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2022                                       | 1 868 306                       | 112 810                              | 49 223                               | 2 030 339        |
| Prêts bruts octroyés                                                        | 2 377 606                       | -                                    | -                                    | 2 377 606        |
| Paievements de principal et autres ajustements                              | (1 350 018)                     | 24 141                               | (33 790)                             | (1 359 667)      |
| Transferts vers (depuis) le                                                 |                                 |                                      |                                      |                  |
| Stade 1 (productifs)                                                        | 391 106                         | (314 537)                            | (76 569)                             | -                |
| Stade 2 (sous-productifs)                                                   | (478 115)                       | 501 668                              | (23 553)                             | -                |
| Stade 3 (non productifs)                                                    | (197 577)                       | (147 010)                            | 344 587                              | -                |
| Radiations brutes                                                           | (47 913)                        | (22 537)                             | (183 134)                            | (253 584)        |
| Augmentation nette des prêts à la consommation bruts au cours de l'exercice | 695 089                         | 41 725                               | 27 541                               | 764 355          |
| <b>Solde au 31 décembre 2022</b>                                            | <b>2 563 395</b>                | <b>154 535</b>                       | <b>76 764</b>                        | <b>2 794 694</b> |
| <b>Exercice clos le 31 décembre 2021</b>                                    |                                 |                                      |                                      |                  |
|                                                                             | <b>Stade 1<br/>(productifs)</b> | <b>Stade 2<br/>(sous-productifs)</b> | <b>Stade 3<br/>(non productifs)*</b> | <b>Total</b>     |
| Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2021                                       | 1 141 801                       | 84 835                               | 20 204                               | 1 246 840        |
| Prêts bruts octroyés                                                        | 1 594 480                       | -                                    | -                                    | 1 594 480        |
| Prêts bruts acquis (note 4)                                                 | 435 311                         | -                                    | 9 209                                | 444 520          |
| Paievements de principal et autres ajustements                              | (1 091 069)                     | 11 778                               | (14 275)                             | (1 093 566)      |
| Transferts vers (depuis) le                                                 |                                 |                                      |                                      |                  |
| Stade 1 (productifs)                                                        | 265 508                         | (226 178)                            | (39 330)                             | -                |
| Stade 2 (sous-productifs)                                                   | (356 082)                       | 369 644                              | (13 562)                             | -                |
| Stade 3 (non productifs)                                                    | (88 832)                        | (112 779)                            | 201 611                              | -                |
| Radiations brutes                                                           | (32 811)                        | (14 490)                             | (114 634)                            | (161 935)        |
| Augmentation nette des prêts à la consommation bruts au cours de l'exercice | 726 505                         | 27 975                               | 29 019                               | 783 499          |
| <b>Solde au 31 décembre 2021</b>                                            | <b>1 868 306</b>                | <b>112 810</b>                       | <b>49 223</b>                        | <b>2 030 339</b> |

\* Comprennent les prêts dépréciés acquis dans le cadre de l'acquisition de LendCare (note 4).

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Le tableau qui suit présente la variation de la provision pour pertes de crédit :

|                                                                 | Exercice clos le<br>31 décembre<br>2022 | Exercice clos le<br>31 décembre<br>2021 |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|
| Solde au début de l'exercice                                    | 159 762                                 | 125 676                                 |
| Radiations nettes retranchées de la provision                   | (219 614)                               | (147 998)                               |
| Augmentation découlant des activités de prêt et de recouvrement | 272 893                                 | 182 084                                 |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b>                             | <b>213 041</b>                          | <b>159 762</b>                          |

Le tableau suivant présente une analyse des changements dans le classement de la provision pour pertes de crédit :

|                                                           | Exercice clos le 31 décembre 2022 |                                  |                                |                |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|----------------|
|                                                           | Stade 1<br>(productifs)           | Stade 2<br>(sous-<br>productifs) | Stade 3<br>(non<br>productifs) | Total          |
| Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2022                     | 89 665                            | 40 680                           | 29 417                         | 159 762        |
| Prêts bruts octroyés                                      | 93 821                            | -                                | -                              | 93 821         |
| Paievements de principal et autres ajustements            | (44 689)                          | 2 922                            | (44 134)                       | (85 901)       |
| Transferts vers (depuis) le, y compris la<br>réévaluation |                                   |                                  |                                |                |
| Stade 1 (productifs)                                      | 92 536                            | (68 338)                         | (46 353)                       | (22 155)       |
| Stade 2 (sous-productifs)                                 | (47 003)                          | 141 948                          | (16 672)                       | 78 273         |
| Stade 3 (non productifs)                                  | (22 817)                          | (42 875)                         | 274 547                        | 208 855        |
| Radiations nettes retranchées de la provision             | (44 544)                          | (20 956)                         | (154 114)                      | (219 614)      |
| <b>Solde au 31 décembre 2022</b>                          | <b>116 969</b>                    | <b>53 381</b>                    | <b>42 691</b>                  | <b>213 041</b> |

|                                                           | Exercice clos le 31 décembre 2021 |                                  |                                 |                |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------|
|                                                           | Stade 1<br>(productifs)           | Stade 2<br>(sous-<br>productifs) | Stade 3<br>(non<br>productifs)* | Total          |
| Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2021                     | 77 759                            | 32 608                           | 15 309                          | 125 676        |
| Prêts bruts octroyés                                      | 57 648                            | -                                | -                               | 57 648         |
| Prêts bruts acquis                                        | 14 252                            | -                                | -                               | 14 252         |
| Paievements de principal et autres ajustements            | (28 520)                          | 800                              | (17 032)                        | (44 752)       |
| Transferts vers (depuis) le, y compris la<br>réévaluation |                                   |                                  |                                 |                |
| Stade 1 (productifs)                                      | 35 662                            | (45 015)                         | (26 283)                        | (35 636)       |
| Stade 2 (sous-productifs)                                 | (25 851)                          | 97 907                           | (9 018)                         | 63 038         |
| Stade 3 (non productifs)                                  | (10 635)                          | (32 030)                         | 170 199                         | 127 534        |
| Radiations nettes retranchées de la provision             | (30 650)                          | (13 590)                         | (103 758)                       | (147 998)      |
| <b>Solde au 31 décembre 2021</b>                          | <b>89 665</b>                     | <b>40 680</b>                    | <b>29 417</b>                   | <b>159 762</b> |

\* Comprennent les prêts dépréciés acquis dans le cadre de l'acquisition de LendCare (note 4).

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Afin de calculer la provision pour pertes de crédit, des modèles conçus en interne ont été utilisés. Ils tiennent compte des paramètres du risque de crédit y compris la probabilité de défaut, l'exposition en cas de défaut, la perte en cas de défaut et d'autres facteurs de risque pertinents. Dans le cadre du processus, la Société a employé cinq scénarios distincts, lesquels sont tirés des prévisions à l'égard des indicateurs prospectifs publiées par Moody's Analytics, qui comprennent des scénarios neutre, modérément optimiste, extrêmement optimiste, modérément pessimiste et extrêmement pessimiste. Ces scénarios s'appuient sur une combinaison de quatre variables macroéconomiques interdépendantes, notamment les taux de chômage, le PIB, les taux d'inflation et les prix du pétrole, et sont utilisés pour déterminer la provision fondée sur des pondérations probabilistes. La direction pose alors un jugement sur les pondérations probabilistes recommandées appliquées à ces scénarios afin de déterminer la provision pour pertes de crédit fondées sur des pondérations probabilistes.

Le tableau suivant présente les principales variables macroéconomiques utilisées pour déterminer la provision fondée sur des pondérations probabilistes au cours de l'horizon prévisionnel aux 31 décembre 2022 et 2021 :

| Variables macroéconomiques<br>prospectives sur 12 mois<br>(pourcentage annuel moyen) | Scénarios prévisionnels |                         |                          |                          |                           |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|
|                                                                                      | Neutre                  | Modérément<br>optimiste | Extrêmement<br>optimiste | Modérément<br>pessimiste | Extrêmement<br>pessimiste |
| <b>31 décembre 2022</b>                                                              |                         |                         |                          |                          |                           |
| Taux de chômage <sup>1</sup>                                                         | 6,07 %                  | 5,28 %                  | 4,59 %                   | 8,30 %                   | 9,72 %                    |
| Taux de croissance du PIB <sup>2</sup>                                               | 0,15 %                  | 1,20 %                  | 2,08 %                   | (1,88) %                 | (3,08) %                  |
| Taux de croissance de<br>l'inflation <sup>3</sup>                                    | 4,08 %                  | 3,78 %                  | 3,46 %                   | 4,95 %                   | 5,31 %                    |
| Prix du pétrole <sup>4</sup>                                                         | 86,85 \$                | 89,40 \$                | 91,49 \$                 | 71,65 \$                 | 60,58 \$                  |
| <b>31 décembre 2021</b>                                                              |                         |                         |                          |                          |                           |
| Taux de chômage <sup>1</sup>                                                         | 5,81 %                  | 5,02 %                  | 4,33 %                   | 8,04 %                   | 9,45 %                    |
| Taux de croissance du PIB <sup>2</sup>                                               | 3,78 %                  | 6,36 %                  | 9,03 %                   | (2,18) %                 | (6,91) %                  |
| Taux de croissance de<br>l'inflation <sup>3</sup>                                    | 3,07 %                  | 3,64 %                  | 4,14 %                   | 2,38 %                   | 1,79 %                    |
| Prix du pétrole <sup>4</sup>                                                         | 67,34 \$                | 69,02 \$                | 72,75 \$                 | 42,25 \$                 | 38,69 \$                  |

<sup>1</sup> Moyenne des taux de chômage mensuels prévus sur l'horizon provisionnel des 12 prochains mois.

<sup>2</sup> Taux de croissance prévu du PIB d'une année à l'autre.

<sup>3</sup> Taux de croissance prévu de l'inflation d'une année à l'autre.

<sup>4</sup> Moyenne des prix du pétrole mensuels prévus sur l'horizon provisionnel des 12 prochains mois.

Historiquement, le taux d'inflation et le taux de chômage ont une corrélation positive avec les taux de pertes de la Société, tandis que les prix du pétrole et le taux de croissance du PIB ont une corrélation négative avec les taux de pertes de la Société. L'attribution d'une pondération probabiliste aux différents scénarios intégrant ces variables repose sur le jugement de la direction afin de dégager une vue d'ensemble de la probabilité de chaque scénario en tenant compte de la conjoncture économique actuelle et de son incidence sur la performance macroéconomique à court terme. Si la direction avait attribué une probabilité de 100 % au scénario extrêmement pessimiste, la provision pour pertes de crédit aurait été supérieure de 31,4 millions \$ (24,7 millions \$ en 2021) à la provision pour pertes de crédit présentée au 31 décembre 2022. La sensibilité ne tient pas compte de la migration des expositions ni des changements du risque de crédit qui auraient pu survenir dans le portefeuille de prêts en raison des mesures d'atténuation du risque ou d'autres facteurs.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**8. PLACEMENTS**

Les placements sont composés de ce qui suit :

|                                                                 | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <i>Sociétés cotées dont les titres sont négociés activement</i> |                     |                     |
| Affirm Holdings Inc.                                            | 6 134               | 53 543              |
| Autres                                                          | 92                  | 398                 |
| <i>Sociétés non cotées</i>                                      |                     |                     |
| 1195407 B.C. Ltd. (« Canada Drives »)                           | 40 578              | -                   |
| Brim Financial Inc.                                             | 10 500              | 10 500              |
|                                                                 | <b>57 304</b>       | <b>64 441</b>       |

Le tableau qui suit présente les variations dans les placements, de la juste valeur des placements et des swaps sur le rendement total correspondant, ainsi que les produits des placements comptabilisés au poste Autres produits (pertes) (y compris les produits d'intérêts et les profits (pertes) réalisés et latents) dans les comptes de résultat consolidés.

|                                                                       | Juste<br>valeur au<br>début de<br>l'exercice | Ajouts        | Ventes/<br>Règlements | Produits<br>(pertes) des<br>placements | Juste valeur<br>à la fin de<br>l'exercice |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------|-----------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022</b>                       |                                              |               |                       |                                        |                                           |
| Placements                                                            |                                              |               |                       |                                        |                                           |
| <i>Sociétés cotées dont les titres sont négociés activement</i>       |                                              |               |                       |                                        |                                           |
| Affirm Holdings Inc. <sup>1</sup>                                     | 53 543                                       | -             | -                     | (47 409)                               | 6 134                                     |
| Autres                                                                | 398                                          | -             | -                     | (306)                                  | 92                                        |
| <i>Sociétés non cotées</i>                                            |                                              |               |                       |                                        |                                           |
| Canada Drives                                                         | -                                            | 40 000        | -                     | 578                                    | 40 578                                    |
| Brim Financial Inc.                                                   | 10 500                                       | -             | -                     | -                                      | 10 500                                    |
| <b>Placements</b>                                                     | <b>64 441</b>                                | <b>40 000</b> | <b>-</b>              | <b>(47 137)</b>                        | <b>57 304</b>                             |
| Swaps sur le rendement total liés à Affirm Holdings Inc. <sup>2</sup> | 6 979                                        | -             | (25 395)              | 18 416                                 | -                                         |
| <b>Placements, compte tenu des swaps sur le rendement total</b>       | <b>71 420</b>                                | <b>40 000</b> | <b>(25 395)</b>       | <b>(28 721)</b>                        | <b>57 304</b>                             |
| <b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021</b>                       |                                              |               |                       |                                        |                                           |
| Placements                                                            |                                              |               |                       |                                        |                                           |
| <i>Actions cotées et négociées activement</i>                         |                                              |               |                       |                                        |                                           |
| Affirm Holdings Inc. <sup>1</sup>                                     | -                                            | 33 065        | (54 577)              | 75 055                                 | 53 543                                    |
| Autres                                                                | -                                            | 843           | -                     | (445)                                  | 398                                       |
| <i>Sociétés non cotées</i>                                            |                                              |               |                       |                                        |                                           |
| Brim Financial Inc.                                                   | -                                            | 10 500        | -                     | -                                      | 10 500                                    |
| PayBright <sup>1</sup>                                                | 56 040                                       | -             | (56 040)              | -                                      | -                                         |
| <b>Placements</b>                                                     | <b>56 040</b>                                | <b>44 408</b> | <b>(110 617)</b>      | <b>74 610</b>                          | <b>64 441</b>                             |
| Swaps sur le rendement total liés à Affirm Holdings Inc. <sup>2</sup> | -                                            | -             | (33 287)              | 40 266                                 | 6 979                                     |
| <b>Placements, compte tenu des swaps sur le rendement total</b>       | <b>56 040</b>                                | <b>44 408</b> | <b>(143 904)</b>      | <b>114 876</b>                         | <b>71 420</b>                             |

<sup>1</sup> Le 1<sup>er</sup> janvier 2021, la Société a vendu sa participation dans PayBright pour une contrepartie au comptant et en capitaux propres dans Affirm Holdings Inc.

<sup>2</sup> En août 2021, la Société a réglé le swap sur le rendement total lié à la tranche non conditionnelle de la contrepartie en capitaux propres dans Affirm Holdings Inc. En septembre et novembre 2021, la Société a conclu de nouveaux swaps sur le rendement total pour couvrir en partie la tranche conditionnelle de la contrepartie en capitaux propres reçue. En juin 2022, la Société a réglé les swaps sur le rendement total liés à la tranche conditionnelle de la contrepartie en capitaux propres dans Affirm Holdings Inc.

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### ***Affirm Holdings Inc. et PayBright***

En septembre 2019, la Société a acquis une participation minoritaire dans PayBright pour un coût total de 34,3 millions \$. PayBright est une société prêteuse canadienne non cotée et une plateforme de paiement dont l'objectif est d'offrir aux consommateurs des solutions en ligne et en magasin de paiements par versements lorsqu'ils font des achats chez leurs détaillants préférés.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2021, PayBright a vendu la totalité de ses actions à Affirm Holdings Inc. (« Affirm »), y compris la participation minoritaire de la Société dans PayBright. Après la clôture de la transaction de vente, Affirm a réalisé un premier appel public à l'épargne au NASDAQ Global Select Market sous le symbole « AFRM ». La contrepartie en capitaux propres reçue par la Société était assujettie à des conventions de blocage habituelles, qui ont pris fin en août 2021, dans le cadre du premier appel public à l'épargne de Affirm.

Selon les modalités de la vente à Affirm, la Société a reçu une contrepartie totale évaluée comme suit :

- un montant en trésorerie de 23,0 millions \$, excluant les dépenses ponctuelles et les ajustements de clôture, mais incluant un montant entier de 2,1 millions \$;
- des capitaux propres de Affirm d'une valeur de 21,5 millions \$;
- une contrepartie conditionnelle en capitaux propres de Affirm d'une valeur de 15,4 millions \$ sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement au chapitre des produits en 2021 et 2022.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2021, la Société a décomptabilisé son placement dans PayBright et comptabilisé un placement de 33,1 millions \$ dans Affirm dans les états de la situation financière consolidés.

Au moment de sa comptabilisation initiale le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le placement de la Société dans Affirm a été comptabilisé à la JVRN.

En août 2021, la Société a vendu la totalité des actions de Affirm liées à cette tranche non conditionnelle, pour une contrepartie totale de 54,6 millions \$, et a réalisé un profit de réévaluation à la juste valeur de 33,0 millions \$ qui a été comptabilisé au poste Autres produits (pertes) dans les comptes de résultat consolidés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé une perte latente de réévaluation à la juste valeur de 47,4 millions \$ (profit latent de réévaluation à la juste valeur de 42,0 millions \$ en 2021) au poste Autres produits (pertes) dans les comptes de résultat consolidés.

### ***Swaps sur le rendement total***

Par suite du premier appel public à l'épargne de Affirm, la Société a conclu un contrat de swap sur le rendement total de 6 mois pour couvrir la majeure partie de son exposition aux marchés liée aux actions qu'elle détient dans Affirm, qui représentait la tranche non conditionnelle de la contrepartie en capitaux propres reçue dans le cadre de la vente de sa participation dans PayBright. En vertu du contrat de swap sur le rendement total, la valeur économique de la tranche non conditionnelle des actions de Affirm de la Société a été réglée en trésorerie à la date d'échéance pour 108,87 \$ US par action, déduction faite des frais applicables. Le swap sur le rendement total ne répondait pas aux critères de comptabilité de couverture.

Le swap sur le rendement total lié à la tranche non conditionnelle de la participation dans Affirm a été réglé en août 2021 pour 33,3 millions \$, montant qui a été comptabilisé en tant que profit réalisé de réévaluation à la juste valeur au poste Autres produits (pertes) dans les comptes de résultat consolidés.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

En septembre 2021, la Société a conclu un contrat de swap sur le rendement total de 9 mois pour couvrir en partie son exposition aux marchés liée à la tranche conditionnelle de 100 000 actions de Affirm. En vertu du contrat de swap sur le rendement total, la valeur économique de la tranche couverte de la contrepartie conditionnelle en capitaux propres de la Société dans Affirm a été réglée en trésorerie à la date d'échéance pour 110,35 \$ US par action, déduction faite des frais applicables. Le swap sur le rendement total ne répondait pas aux critères de comptabilité de couverture.

En novembre 2021, la Société a conclu un contrat de swap sur le rendement total de 7 mois pour couvrir en partie son exposition aux marchés liée à une tranche conditionnelle de 75 000 actions supplémentaires de Affirm. En vertu du contrat de swap sur le rendement total, la valeur économique de la tranche couverte de la contrepartie conditionnelle en capitaux propres de la Société dans Affirm a été réglée en trésorerie à la date d'échéance pour 163,00 \$ US par action, déduction faite des frais applicables. Le swap sur le rendement total ne répondait pas aux critères de comptabilité de couverture.

Au 31 décembre 2021, les actifs financiers dérivés comprenaient un montant de 7,0 millions \$ lié à la variation de la juste valeur des contrats de swap sur le rendement total de 9 mois et de 7 mois susmentionnés, montant qui a été comptabilisé en tant que profit latent de réévaluation à la juste valeur au poste Autres produits dans les comptes de résultat consolidés.

Au 31 décembre 2021, la juste valeur de la trésorerie donnée en garantie par les contreparties au titre des contrats de swap sur le rendement total de 9 mois et de 7 mois liés à la tranche conditionnelle des capitaux propres dans Affirm s'est élevée à 6,3 millions \$.

Le swap sur le rendement total lié à la tranche conditionnelle de la participation dans Affirm a été réglé en juin 2022 pour 25,4 millions \$, montant qui a été comptabilisé en tant que profit réalisé de réévaluation à la juste valeur au poste Autres produits (pertes) dans les comptes de résultat consolidés.

### ***Canada Drives***

Au cours de l'exercice, la Société a investi 40 millions \$ dans des billets convertibles à recevoir de Canada Drives, la plus importante plateforme d'achat de véhicules et de livraison à domicile entièrement en ligne au Canada. Les billets convertibles à recevoir viennent à échéance le 15 juin 2025, portent intérêt au taux annuel de 5 % et sont convertibles en actions privilégiées selon des conditions définies.

Le placement de la Société dans Canada Drives a été classé comme étant évalué à la JVRN au moment de sa comptabilisation initiale. L'option de conversion des billets à recevoir en actions privilégiées constitue un instrument financier dérivé dont la juste valeur est incluse dans le coût des billets convertibles à recevoir.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé des produits d'intérêts de 0,6 million \$ inclus au poste Autres produits (pertes) dans les comptes de résultat consolidés.

### ***Brim Financial Inc.***

En 2021, la Société a investi 10,5 millions \$ pour acquérir une participation minoritaire dans Brim Financial Inc., une FinTech canadienne et société émettrice de cartes de crédit certifiée à l'échelle mondiale.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**9. BIENS LOUÉS**

|                                     | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Coût</b>                         |                     |                     |
| Solde au début de l'exercice        | 47 712              | 52 539              |
| Ajouts                              | 34 802              | 33 642              |
| Cessions                            | (24 006)            | (38 469)            |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b> | <b>58 508</b>       | <b>47 712</b>       |
| <b>Cumul des amortissements</b>     |                     |                     |
| Solde au début de l'exercice        | (530)               | (3 155)             |
| Amortissement                       | (33 547)            | (35 844)            |
| Cessions                            | 24 006              | 38 469              |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b> | <b>(10 071)</b>     | <b>(530)</b>        |
| <b>Valeur comptable nette</b>       | <b>48 437</b>       | <b>47 182</b>       |

Pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, la valeur comptable nette des biens loués vendus ou cédés a été de néant.

**10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

|                                                                | Mobilier et<br>agencements | Matériel<br>informatique<br>et matériel<br>de bureau | Affichage      | Améliorations<br>locatives | Total           |
|----------------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------------------------------------|----------------|----------------------------|-----------------|
| <b>Coût</b>                                                    |                            |                                                      |                |                            |                 |
| 31 décembre 2020                                               | 10 726                     | 11 775                                               | 3 852          | 31 501                     | 57 854          |
| Ajouts résultant d'une<br>acquisition d'entreprise<br>(note 4) | 216                        | 806                                                  | -              | 3 137                      | 4 159           |
| Ajouts                                                         | 893                        | 1 306                                                | 751            | 4 865                      | 7 815           |
| Cessions                                                       | (10)                       | (9)                                                  | (14)           | (5)                        | (38)            |
| <b>31 décembre 2021</b>                                        | <b>11 825</b>              | <b>13 878</b>                                        | <b>4 589</b>   | <b>39 498</b>              | <b>69 790</b>   |
| Ajouts                                                         | 521                        | 1 844                                                | 475            | 7 031                      | 9 871           |
| Cessions                                                       | (95)                       | (59)                                                 | (38)           | (200)                      | (392)           |
| <b>31 décembre 2022</b>                                        | <b>12 251</b>              | <b>15 663</b>                                        | <b>5 026</b>   | <b>46 329</b>              | <b>79 269</b>   |
| <b>Cumul des amortissements</b>                                |                            |                                                      |                |                            |                 |
| 31 décembre 2020                                               | (5 985)                    | (4 835)                                              | (2 405)        | (13 307)                   | (26 532)        |
| Amortissement                                                  | (1 100)                    | (1 911)                                              | (439)          | (4 554)                    | (8 004)         |
| Cessions                                                       | 8                          | 9                                                    | 12             | 2                          | 31              |
| <b>31 décembre 2021</b>                                        | <b>(7 077)</b>             | <b>(6 737)</b>                                       | <b>(2 832)</b> | <b>(17 859)</b>            | <b>(34 505)</b> |
| Amortissement                                                  | (1 084)                    | (2 246)                                              | (442)          | (5 421)                    | (9 193)         |
| Cessions                                                       | 88                         | 50                                                   | 36             | 111                        | 285             |
| <b>31 décembre 2022</b>                                        | <b>(8 073)</b>             | <b>(8 933)</b>                                       | <b>(3 238)</b> | <b>(23 169)</b>            | <b>(43 413)</b> |
| <b>Valeur comptable nette</b>                                  |                            |                                                      |                |                            |                 |
| 31 décembre 2021                                               | 4 748                      | 7 141                                                | 1 757          | 21 639                     | 35 285          |
| <b>31 décembre 2022</b>                                        | <b>4 178</b>               | <b>6 730</b>                                         | <b>1 788</b>   | <b>23 160</b>              | <b>35 856</b>   |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Au 31 décembre 2022, le montant au titre des immobilisations corporelles en cours de construction ou de développement et non amorties s'élevait à 3,8 millions \$ (1,1 million \$ en 2021).

En ce qui a trait à l'UGT d'easyhome, plusieurs indices de dépréciation ont été examinés pour déterminer s'il y avait lieu de soumettre l'UGT à un test de dépréciation. Ces indices comprennent notamment une baisse substantielle des produits, un rendement nettement inférieur au budget et aux attentes et des produits d'exploitation négatifs de l'UGT. Dans les cas où de tels indices de dépréciation ont été observés, la valeur comptable des actifs de l'UGT a été comparée à leur valeur recouvrable estimée qui est généralement considérée comme étant la valeur d'utilité de l'UGT. Pour déterminer la valeur d'utilité d'une UGT, la Société a créé un modèle d'actualisation des flux de trésorerie pour cette UGT. Les prévisions des produits et des coûts sont fondées sur les résultats d'exploitation réels, sur un budget d'exploitation de trois ans, conformes aux plans stratégiques du conseil d'administration de la Société et sur un taux de croissance à long terme de 1 % (3 % en 2021). Le taux d'actualisation avant impôts utilisé pour les flux de trésorerie prévus est de 15,3 % (14,7 % en 2021). Pour les UGT dont la valeur comptable des actifs était supérieure à leur valeur recouvrable, représentée par la valeur d'utilité de l'UGT, une réduction de valeur a été comptabilisée à l'égard des immobilisations corporelles du magasin. Aux 31 décembre 2022 et 2021, aucune charge de dépréciation des immobilisations corporelles n'avait été comptabilisée.

En ce qui concerne les UGT d'easyfinancière et de LendCare, aucun indice de dépréciation justifiant un test de dépréciation des immobilisations corporelles n'a été observé.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, la Société n'a comptabilisé aucune charge de dépréciation nette des immobilisations corporelles.

**11. ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES**

|                                                          | Actifs au titre de droits d'utilisation |              |               | Obligations locatives |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------|---------------|-----------------------|
|                                                          | Locaux                                  | Véhicules    | Total         |                       |
| 31 décembre 2020                                         | 44 025                                  | 2 310        | 46 335        | 53 902                |
| Ajouts résultant d'une acquisition d'entreprise (note 4) | 1 160                                   | -            | 1 160         | 1 160                 |
| Ajouts                                                   | 27 554                                  | 298          | 27 852        | 27 852                |
| Amortissement                                            | (17 435)                                | (772)        | (18 207)      | -                     |
| Intérêts                                                 | -                                       | -            | -             | 3 115                 |
| Paie ment d'intérêts                                     | -                                       | -            | -             | (3 115)               |
| Incitatifs à la location reçus                           | -                                       | -            | -             | 1 573                 |
| Paie ment de principal                                   | -                                       | -            | -             | (18 880)              |
| <b>31 décembre 2021</b>                                  | <b>55 304</b>                           | <b>1 836</b> | <b>57 140</b> | <b>65 607</b>         |
| Ajouts                                                   | 27 935                                  | 843          | 28 778        | 28 778                |
| Amortissement                                            | (19 450)                                | (710)        | (20 160)      | -                     |
| Intérêts                                                 | -                                       | -            | -             | 3 577                 |
| Paie ment d'intérêts                                     | -                                       | -            | -             | (3 577)               |
| Incitatifs à la location reçus                           | -                                       | -            | -             | 888                   |
| Paie ment de principal                                   | -                                       | -            | -             | (20 945)              |
| <b>31 décembre 2022</b>                                  | <b>63 789</b>                           | <b>1 969</b> | <b>65 758</b> | <b>74 328</b>         |

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé une charge de loyer de 2 485 \$ (1 759 \$ en 2021) à l'égard de contrats de location à court terme et des paiements de loyers variables de 13 694 \$ (12 598 \$ en 2021).

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL***Immobilisations incorporelles*

|                                                             | Réseau de<br>commerçants | Logiciels       | Autres         | Total           |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------|----------------|-----------------|
| <b>Coût</b>                                                 |                          |                 |                |                 |
| 31 décembre 2020                                            | -                        | 49 161          | 3 342          | 52 503          |
| Ajouts résultant d'une acquisition<br>d'entreprise (note 4) | 131 000                  | 3 186           | -              | 134 186         |
| Ajouts                                                      | -                        | 19 634          | -              | 19 634          |
| Cessions ou radiations                                      | -                        | (3 689)         | -              | (3 689)         |
| <b>31 décembre 2021</b>                                     | <b>131 000</b>           | <b>68 292</b>   | <b>3 342</b>   | <b>202 634</b>  |
| Ajouts                                                      | -                        | 18 015          | -              | 18 015          |
| Cessions ou radiations                                      | -                        | (20 458)        | -              | (20 458)        |
| <b>31 décembre 2022</b>                                     | <b>131 000</b>           | <b>65 849</b>   | <b>3 342</b>   | <b>200 191</b>  |
| <b>Cumul des amortissements</b>                             |                          |                 |                |                 |
| 31 décembre 2020                                            | -                        | (24 250)        | (3 009)        | (27 259)        |
| Amortissement                                               | (8 733)                  | (7 982)         | (116)          | (16 831)        |
| Cessions ou radiations                                      | -                        | 1 107           | -              | 1 107           |
| <b>31 décembre 2021</b>                                     | <b>(8 733)</b>           | <b>(31 125)</b> | <b>(3 125)</b> | <b>(42 983)</b> |
| Amortissement                                               | (13 089)                 | (5 206)         | (111)          | (18 406)        |
| <b>31 décembre 2022</b>                                     | <b>(21 822)</b>          | <b>(36 331)</b> | <b>(3 236)</b> | <b>(61 389)</b> |
| <b>Valeur comptable nette</b>                               |                          |                 |                |                 |
| 31 décembre 2021                                            | 122 267                  | 37 167          | 217            | 159 651         |
| <b>31 décembre 2022</b>                                     | <b>109 178</b>           | <b>29 518</b>   | <b>106</b>     | <b>138 802</b>  |

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les marques de commerce et les listes de clients. Les marques de commerce sont considérées comme étant des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée étant donné que la période pendant laquelle les immobilisations devraient générer des flux de trésorerie nets ne comporte pas de limite prévisible.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les ajouts comprennent un montant de 18,0 millions \$ (19,6 millions \$ en 2021) lié à la mise au point d'une application logicielle en interne et des coûts liés au développement du site Web.

Au quatrième trimestre de 2022, la Société a décidé de mettre fin à son entente avec un fournisseur de technologies tiers auquel elle avait confié en 2020 le développement d'un nouveau système de gestion des prêts. Après une évaluation rigoureuse, la Société a déterminé que les résultats obtenus à ce jour n'étaient pas satisfaisants et que l'investissement additionnel nécessaire pour achever le développement n'était plus rentable, compte tenu de la valeur commerciale escomptée et des autres options disponibles. Par conséquent, la Société a choisi de radier en 2022 les coûts de logiciels inscrits à l'actif de 20,5 millions \$ liés à ce système de gestion des prêts en cours de développement par le tiers. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a radié un montant de 2,3 millions \$ lié à un logiciel dans le cadre de l'intégration de LendCare. Les radiations d'immobilisations incorporelles ont été comptabilisées au poste Perte à la vente ou à la radiation d'actifs dans les comptes de résultat consolidés.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### ***Goodwill***

Le goodwill s'élevait à 180,9 millions \$ aux 31 décembre 2022 et 2021. L'acquisition de LendCare en avril 2021 a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill de 159,6 millions \$ (note 4). Aucune sortie n'a été appliquée au goodwill pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont attribués au groupe d'UGT auquel ils appartiennent. Aux 31 décembre 2022 et 2021, la valeur comptable du goodwill attribué à l'UGT easyhome s'élevait à 21,3 millions \$ et celle du goodwill attribué à l'UGT LendCare, à 159,6 millions \$. Le test de dépréciation a été effectué aux 31 décembre 2022 et 2021. Le test de dépréciation a consisté à comparer la valeur comptable des actifs de l'UGT au montant recouvrable de cette UGT, évalué en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus selon la méthode de la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité d'une UGT, la Société a créé un modèle d'actualisation des flux de trésorerie pour cette UGT. Les prévisions des produits et des coûts sont fondées sur les résultats d'exploitation réels, sur un budget d'exploitation de trois ans, conformes aux plans stratégiques du conseil d'administration de la Société, et sur un taux de croissance à long terme de 1,0 % pour easyhome (3,0 % en 2021) et de 3,0 % pour LendCare (3,0 % en 2021). Le taux d'actualisation avant impôts utilisé pour les flux de trésorerie prévus est de 15,3 % (14,7 % en 2021) pour easyhome et de 24,0 % (21,0 % en 2021) pour LendCare.

Aucune charge de dépréciation du goodwill ou des immobilisations incorporelles à durée indéterminée n'a été comptabilisée pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

## **13. FACILITÉS RENOUVELABLES ADOSSÉES À DES ACTIFS DE TITRISATION**

### ***goeasy Securitization Trust***

goeasy Securitization Trust (la « fiducie I ») est un véhicule de titrisation contrôlé et consolidé par la société mère. Les activités de la Société englobent les transactions avec la fiducie I, une entité structurée, qui a été établie aux fins d'un objectif d'affaires précis. Une entité structurée est une entité qui a été conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Le principal objectif de la fiducie I est de fournir du financement à la Société afin qu'elle puisse répondre à ses besoins opérationnels. La fiducie I a conclu une entente avec la Banque Nationale Marchés financiers (« BNMF ») visant une facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation de 600 millions \$ (la « facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I »); en garantie du montant emprunté, easyfinancial Services Inc. et LendCare vendent des prêts à la consommation à la fiducie I. Étant donné que le risque économique associé aux droits inhérents à ces prêts aux consommateurs est contrôlé par easyfinancial Services Inc. et LendCare, ces prêts aux consommateurs ne peuvent pas être décomptabilisés des états de la situation financière consolidés de la Société. La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I vient à échéance le 30 août 2024 et porte intérêt au taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR) à un mois, majoré de 185 points de base (« pdb »).

Le 28 janvier 2022, la Société a fait passer sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I à 900 millions \$. La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I demeure souscrite par la BNMF, et de nouveaux prêteurs se sont ajoutés au syndicat.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Le 30 juin 2022, la Société a augmenté encore plus sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I, la faisant passer à 1,4 milliard \$.

Le tableau suivant présente les renseignements sur la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I :

|                                           | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|-------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Montant prélevé                           | <b>810 000</b>              | 295 000                     |
| Coûts de financement différés non amortis | <b>(3 040)</b>              | (2 186)                     |
|                                           | <b>806 960</b>              | 292 814                     |

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société avait donné en garantie des prêts à la consommation de 1,34 milliard \$ (457,7 millions \$ en 2021) pour le montant prélevé sur sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I.

Parallèlement à la création de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I, la Société a conclu un instrument financier dérivé (le « swap de taux d'intérêt ») en tant que couverture des flux de trésorerie afin de se protéger des variations des paiements d'intérêt futurs, swap aux termes duquel elle paye un taux fixe fondé sur la durée de vie moyenne pondérée des prêts titrisés et reçoit un taux variable équivalent au CDOR à un mois.

La Société a choisi de recourir à la comptabilité de couverture pour la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I et le swap de taux d'intérêt connexe (c.-à-d. qui ont un montant nominal, une date d'échéance et des dates de paiement d'intérêts identiques). La Société a établi un ratio de couverture de 1:1 pour les relations de couverture. Pour tester l'efficacité de la couverture, la Société utilise un dérivé hypothétique et compare les variations de la juste valeur des instruments de couverture aux variations de la juste valeur des éléments couverts qui sont attribuables aux risques couverts. Il n'y a aucune source importante d'inefficacité de la couverture entre la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I et le swap de taux d'intérêt. Il n'y a pas eu d'inefficacité de la couverture comptabilisée dans le résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

Comme la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I et le swap de taux d'intérêt sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture efficace, les variations de la juste valeur du swap de taux d'intérêt sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, puis reclassées en résultat net au moment du règlement.

Le swap de taux d'intérêt a un montant notionnel total égal à l'encours du capital total de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation couverte I. La juste valeur du swap de taux d'intérêt est déterminée en fonction des courbes de swaps ajustées pour tenir compte du risque de crédit. Les courbes de swaps sont obtenues directement auprès de sources des marchés. La juste valeur du swap de taux d'intérêt se présente comme suit :

|                        | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Actif financier dérivé |                             |                             |
| Swap de taux d'intérêt | <b>10 894</b>               | 1 035                       |
|                        | <b>10 894</b>               | 1 035                       |

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Les clauses restrictives financières de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I sont les suivantes :

| Clauses restrictives financières              | Exigences | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|-----------------------------------------------|-----------|---------------------|---------------------|
| Ratio de couverture des charges fixes minimum | > 2,0     | 4,11                | 4,83                |

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Société respectait les clauses restrictives financières aux termes de la facilité de crédit renouvelable adossée à des actifs I.

### *goeasy Securitization Trust II*

Le 24 octobre 2022, la Société a créé le goeasy Securitization Trust (la « fiducie II »), un véhicule de titrisation contrôlé et consolidé par la Société. Les activités de la Société englobent les transactions avec la fiducie II, une entité structurée, qui a été établie aux fins d'un objectif d'affaires précis.

L'objectif principal de la fiducie II est de fournir du financement à la Société destiné aux prêts automobiles aux consommateurs. Le 16 décembre 2022, la Société a conclu une facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation de 200 millions \$, qui demeure structurée et souscrite par la Banque de Montréal (la « facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II »). La facilité adossée à des actifs de titrisation II est garantie par des prêts automobiles aux consommateurs octroyés par les filiales en propriété exclusive de goeasy, easyfinancial Services Inc. et LendCare. Étant donné que le risque économique associé aux droits inhérents à ces prêts automobiles aux consommateurs est contrôlé par easyfinancial Services Inc. et LendCare, ces prêts aux consommateurs ne peuvent pas être décomptabilisés des états de la situation financière consolidés de la Société. La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II vient à échéance le 16 décembre 2024 et porte intérêt au CDOR à un mois, majoré de 185 pdb. La Société a l'intention de conclure un swap de taux d'intérêt afin de générer des paiements à taux fixe sur les montants empruntés afin d'atténuer le risque lié à l'augmentation des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2022, aucun montant n'était prélevé sur la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II et les coûts de financement différés non amortis s'élevaient à 1,1 million \$.

## 14. EMPRUNTS GARANTIS

La Société titre également les prêts à la consommation par l'intermédiaire de tiers qui sont des entités non structurées. Le risque économique associé aux droits liés à ces prêts à la consommation est conservé par la Société. Par conséquent, ces prêts à la consommation ne remplissent pas les conditions pour être décomptabilisés des états de la situation financière consolidés de la Société et les emprunts garantis sont comptabilisés à un montant équivalant au produit en trésorerie reçu.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

La Société a contracté les facilités adossées à des actifs de titrisation suivantes auprès de tiers qui sont des entités non structurées :

- Une facilité adossée à des actifs de titrisation de 105 millions \$ (la « facilité adossée à des actifs de titrisation de 105 millions \$ ») qui porte intérêt au taux des obligations du gouvernement du Canada (dont un taux plancher de 0,95 %), majoré de 395 pdb. La convention de vente de prêts dans la facilité est arrivée à terme le 31 juillet 2021. Les soldes des prêts vendus dans la facilité seront amortis selon leur durée contractuelle jusqu'à l'échéance.
- Une facilité adossée à des actifs de titrisation annuelle de 85 millions \$ (la « facilité adossée à des actifs de titrisation de 85 millions \$ ») qui porte intérêt au taux des obligations du gouvernement du Canada (dont un taux plancher de 0,25 %), majoré de 325 pdb. Outre cette facilité, la Société a conclu une entente de prêts cumulatifs de 6 millions \$ aux termes de laquelle des avances équivalant à 85 % de la valeur nominale des prêts à la consommation lui ont été accordées pour une période maximale de 90 jours, portant intérêt au taux des acceptations bancaires canadiennes, majoré de 400 pdb. La convention de vente de prêts dans la facilité est arrivée à terme le 30 novembre 2021. Les soldes des prêts vendus dans la facilité seront amortis selon leur durée contractuelle jusqu'à l'échéance.

Au 31 décembre 2022, le solde prélevé sur les emprunts garantis était de 105,8 millions \$ (174,0 millions \$ en 2021).

Au 31 décembre 2022, un montant de 126,5 millions \$ (171,3 millions \$ en 2021) en prêts à la consommation a été donné en garantie par la Société au titre de ces emprunts garantis.

Les clauses restrictives financières des emprunts garantis assortis à la facilité adossée à des actifs de titrisation de 105 millions \$ se présentaient comme suit :

| <b>Clauses restrictives financières</b>     | <b>Exigences</b> | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|---------------------------------------------|------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Valeur corporelle nette minimum de LendCare | > 20 000         | 130 545                     | 70 027                      |

Les clauses restrictives financières des emprunts garantis assortis à la facilité adossée à des actifs de titrisation de 85 millions \$ se présentaient comme suit :

| <b>Clauses restrictives financières</b>     | <b>Exigences</b> | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|---------------------------------------------|------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Valeur corporelle nette minimum de LendCare | > 30 000         | 130 816                     | 75 919                      |
| Ratio de levier maximum de LendCare         | < 9,00           | 6,16                        | 6,79                        |

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Société respectait les clauses restrictives financières aux termes des emprunts garantis.

**15. FACILITÉ DE CRÉDIT RENOUVELABLE**

La facilité de crédit renouvelable de la Société consistait en une facilité de crédit renouvelable de premier rang garantie d'un montant de 310 millions \$ qui est venue à échéance le 12 février 2022. La facilité de crédit renouvelable était consentie par un syndicat de banques. La Société avait également la capacité d'exercer une option de type accordéon en vertu de sa facilité de crédit renouvelable qui lui permet d'augmenter de 75 millions \$ sa capacité d'emprunt. Les avances portaient intérêt au taux des acceptations bancaires canadiennes, majoré de 300 pdb, ou au taux préférentiel du prêteur, majoré de 200 pdb, au gré de la Société.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

En janvier 2022, la Société a modifié son entente de facilité de crédit renouvelable de façon à réduire le montant maximal pouvant être emprunté, qui est passé de 310 millions \$ à 270 millions \$, à repousser l'échéance au 27 janvier 2025 et à augmenter l'option de type accordéon, pour la faire passer de 75 millions \$ à 100 millions \$. Les principales modifications comprennent notamment des taux améliorés pour les avances, des clauses financières moins restrictives et un plus grand syndicat de banques. Le taux d'intérêt sur les avances fondées sur le taux préférentiel a reculé de 125 pdb, passant d'une majoration de 200 pdb sur le taux préférentiel à une majoration de 75 pdb. Pour les prélèvements fondés sur le taux des acceptations bancaires, le taux d'intérêt a reculé de 75 pdb, passant d'une majoration de 300 pdb sur le taux des acceptations bancaires à une majoration de 225 pdb.

Le tableau suivant présente les renseignements sur la facilité de crédit renouvelable :

|                                           | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|-------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Montant prélevé                           | <b>150 000</b>              | -                           |
| Coûts de financement différés non amortis | <b>(1 354)</b>              | -                           |
|                                           | <b>148 646</b>              | -                           |

Les clauses restrictives financières de la facilité de crédit renouvelable se présentaient comme suit :

| <b>Clauses restrictives financières</b>              | <b>Exigences au<br/>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>Exigences au<br/>31 décembre<br/>2021</b>               | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Ratio de levier consolidé maximum                    | <b>&lt; 4,50</b>                             | <b>3,87</b>                 | < 4,25                                                     | 3,23                        |
| Ratio de couverture des charges fixes<br>minimum     | <b>&gt; 1,25</b>                             | <b>2,08</b>                 | > 1,75                                                     | 2,41                        |
| Ratio de couverture des actifs consolidés<br>minimum | <b>&gt; 1,75</b>                             | <b>4,68</b>                 | -                                                          | -                           |
| Ratio de radiations nettes maximum                   | <b>&lt; 15,0 %</b>                           | <b>9,2 %</b>                | < 15,0 %                                                   | 9,0 %                       |
| Valeur corporelle nette consolidée minimum           | -                                            | -                           | > 132 000 \$,<br>plus 50 % du<br>résultat net<br>consolidé | 472 917 \$                  |
| Indice du rendement des garanties minimum            | -                                            | -                           | > 90,0 %                                                   | 99,2 %                      |

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Société respectait les clauses restrictives financières de la convention de facilité de crédit renouvelable.

**16. BILLETS À PAYER**

Le 27 novembre 2019, la Société a émis des billets de premier rang non garantis à 5,375 % d'un montant de 550,0 millions \$ US (les « billets de 2024 »), dont les intérêts sont payables semestriellement le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année. Les billets de 2024 arrivent à échéance le 1<sup>er</sup> décembre 2024 et sont assortis de clauses de remboursement anticipé.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Parallèlement à l'émission des billets de 2024, la Société a conclu des instruments financiers dérivés (les « swaps de devises de 2024 ») en tant que couvertures de flux de trésorerie afin de couvrir le risque de change pour le produit du placement ainsi que l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu des billets de 2024 à un taux de change fixe de 1,000 \$ US = 1,3242 \$ CA, couvrant ainsi entièrement les billets de 2024 de 550,0 millions \$ US à un taux d'intérêt de 5,65 % en dollars canadiens. Les swaps de devises de 2024 couvrent entièrement l'obligation au titre des billets de 2024.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux billets de 2024 :

|                                                                                                                                | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Billets de 2024 en dollars canadiens au moment de l'émission                                                                   | <b>728 310</b>              | 728 310                     |
| Variation de la juste valeur des billets de 2024 à compter de la date d'émission attribuable à la variation des taux de change | <b>16 885</b>               | (33 275)                    |
|                                                                                                                                | <b>745 195</b>              | 695 035                     |
| Coûts de financement différés non amortis                                                                                      | <b>(5 454)</b>              | (8 063)                     |
|                                                                                                                                | <b>739 741</b>              | 686 972                     |

Le 29 avril 2021, la Société a émis des billets de premier rang non garantis à 4,375 % d'un montant de 320,0 millions \$ US (les « billets de 2026 ») (les billets de 2024 et les billets de 2026 sont collectivement désignés les « billets à payer »), dont les intérêts sont payables semestriellement le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021. Les billets de 2026 arrivent à échéance le 1<sup>er</sup> mai 2026 et sont assortis de clauses de remboursement anticipé.

Parallèlement à l'émission des billets de 2026, la Société a conclu des instruments financiers dérivés (les « swaps de devises de 2026 ») (les swaps de devises de 2024 et les swaps de devises de 2026 sont collectivement désignés les « swaps de devises ») en tant que couvertures de flux de trésorerie afin de couvrir le risque de change pour le produit du placement ainsi que l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu des billets de 2026 à un taux de change fixe de 1,000 \$ US = 1,2501 \$ CA, couvrant ainsi entièrement les billets de 2026 de 320,0 millions \$ US à un taux d'intérêt de 4,818 % en dollars canadiens. Les swaps de devises de 2026 couvrent entièrement l'obligation au titre des billets de 2026.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux billets de 2026 :

|                                                                                                                                | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Billets de 2026 en dollars canadiens au moment de l'émission                                                                   | <b>400 032</b>              | 400 032                     |
| Variation de la juste valeur des billets de 2026 à compter de la date d'émission attribuable à la variation des taux de change | <b>33 536</b>               | 4 352                       |
|                                                                                                                                | <b>433 568</b>              | 404 384                     |
| Coûts de financement différés non amortis                                                                                      | <b>(4 312)</b>              | (5 450)                     |
|                                                                                                                                | <b>429 256</b>              | 398 934                     |

Le tableau ci-dessous présente le total de la valeur comptable des billets à payer :

|                 | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|-----------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Billets de 2024 | <b>739 741</b>              | 686 972                     |
| Billets de 2026 | <b>429 256</b>              | 398 934                     |
|                 | <b>1 168 997</b>            | 1 085 906                   |

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

La Société a choisi de recourir à la comptabilité de couverture pour les billets à payer et les swaps de devises (c.-à-d. qui ont un montant nominal, une date d'échéance, un taux d'intérêt et des dates de paiement d'intérêts identiques). La Société a également choisi de désigner le *foreign currency basis spread* à titre de coût de couverture, l'excluant ainsi de la désignation de la relation de couverture, et a établi un ratio de couverture de 1:1 pour les relations de couverture puisque le risque sous-jacent des contrats de change à terme est identique aux composantes de risque couvertes. Pour tester l'efficacité de la couverture, la Société utilise un dérivé hypothétique et compare les variations de la juste valeur des instruments de couverture aux variations de la juste valeur des éléments couverts qui sont attribuables aux risques couverts. Il n'y a aucune source importante d'inefficacité de la couverture entre les billets à payer et les swaps de devises. Il n'y a pas eu d'inefficacité de la couverture comptabilisée dans le résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

Comme les billets à payer et les swaps de devises sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture efficace, les variations de la juste valeur des swaps de devises sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, puis reclassées ultérieurement en résultat net pour compenser l'effet des fluctuations de taux de change lié aux billets à payer comptabilisés en résultat net. Le montant initial du *foreign currency basis spread*, désigné à titre de coût de couverture, est amorti en résultat net selon la méthode linéaire sur la durée des billets à payer.

Les swaps de devises ont un montant notionnel total égal à l'encours du principal total des billets à payer couverts. La juste valeur des swaps de devises est déterminée en fonction des courbes de swaps ajustées pour tenir compte du risque de crédit. Les courbes de swaps sont obtenues directement auprès de sources des marchés. La juste valeur des swaps de devises se présente comme suit :

|                                     | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Actifs (passifs) financiers dérivés |                     |                     |
| Swaps de devises de 2024            | 7 872               | (34 132)            |
| Swaps de devises de 2026            | 30 678              | 12 620              |
|                                     | <b>38 550</b>       | <b>(21 512)</b>     |

## 17. CAPITAL SOCIAL

### Capital autorisé

Le capital autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées.

Chaque action ordinaire représente une participation indivise proportionnelle d'un actionnaire dans la Société. Chaque action ordinaire confère à son détenteur une voix aux assemblées des actionnaires et lui permet de participer également et proportionnellement aux dividendes de la Société. Les actions ordinaires sont inscrites à la Bourse de Toronto.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**Actions ordinaires émises et en circulation**

La variation des actions ordinaires émises et en circulation se présente comme suit :

|                                                        | <b>31 décembre 2022</b>                   |                 | <b>31 décembre 2021</b>                   |           |
|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------|-------------------------------------------|-----------|
|                                                        | <b>Nombre d'actions<br/>(en milliers)</b> | <b>\$</b>       | <b>Nombre d'actions<br/>(en milliers)</b> | <b>\$</b> |
| <b>Solde au début de l'exercice</b>                    | <b>16 199</b>                             | <b>363 514</b>  | 14 801                                    | 181 753   |
| Exercice d'options sur actions                         | <b>161</b>                                | <b>6 821</b>    | 164                                       | 7 326     |
| Régime de réinvestissement des dividendes              | <b>21</b>                                 | <b>2 457</b>    | 6                                         | 807       |
| Exercice d'UATI                                        | <b>25</b>                                 | <b>1 096</b>    | 75                                        | 2 904     |
| Rachat d'actions à des fins d'annulation               | <b>(450)</b>                              | <b>(10 296)</b> | (333)                                     | (7 600)   |
| Émission d'actions                                     | <b>489</b>                                | <b>57 917</b>   | 1 486                                     | 184 358   |
| Frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impôt | -                                         | <b>(2 014)</b>  | -                                         | (6 034)   |
| Autres                                                 | -                                         | <b>(449)</b>    | -                                         | -         |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b>                    | <b>16 445</b>                             | <b>419 046</b>  | 16 199                                    | 363 514   |

**Placement d'actions par voie de prise ferme de 57,9 millions \$**

Le 21 novembre 2022, la Société a émis 488 750 actions ordinaires, dont 63 750 actions ordinaires émises à la suite de l'exercice intégral par le syndicat de preneurs fermes de l'option de surallocation octroyée par la Société à un prix de 118,50 \$ par action ordinaire pour un produit brut totalisant 57,9 millions \$. goeasy a affecté le produit net à la croissance du portefeuille de prêts à la consommation et aux besoins généraux de la Société.

**Placement d'actions par voie de prise ferme de 172,5 millions \$**

Dans le cadre de l'acquisition de LendCare (note 4), le 16 avril 2021, la Société a émis 1 404 265 reçus de souscription en actions ordinaires (les « reçus de souscription ») à un prix de 122,85 \$ par reçu de souscription pour un produit brut totalisant 172,5 millions \$. À la clôture de l'acquisition de LendCare, chacun des 1 404 265 reçus de souscription en circulation a été échangé contre une action ordinaire de la Société à la date d'acquisition.

**Contrepartie en actions pour l'acquisition de LendCare**

En contrepartie de l'acquisition de LendCare (note 4), la Société a émis à l'intention des fondateurs de LendCare 81 400 actions ordinaires évaluées à 11,8 millions \$ en fonction du cours de clôture des actions ordinaires de la Société à la date d'acquisition.

**Dividendes sur actions ordinaires**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a versé des dividendes de 54,1 millions \$ (38,3 millions \$ en 2021) ou 3,39 \$ par action (2,43 \$ par action en 2021). Le 10 novembre 2022, la Société a déclaré un dividende de 0,91 \$ par action aux actionnaires inscrits le 30 décembre 2022, payable le 13 janvier 2023. Les dividendes versés le 13 janvier 2023 se sont élevés à 15,0 millions \$.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**Rachat d'actions à des fins d'annulation**

Le 16 décembre 2020, la Société a annoncé que la TSX avait accepté son avis d'intention de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA »), qui a commencé le 21 décembre 2020 (l'« OPRCNA de 2020 »). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a racheté et annulé 333 315 de ses actions ordinaires sur le marché libre à un prix moyen de 186,86 \$ par action, pour un coût total de 62,3 millions \$ dans le cadre de l'OPRCNA de 2020, qui venait à échéance le 20 décembre 2021.

Le 14 décembre 2021, la Société a renouvelé son OPRCNA qui permet le rachat total d'un maximum de 1 243 781 actions ordinaires (l'« OPRCNA de 2021 ») et qui venait à échéance le 20 décembre 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a racheté et annulé 450 058 de ses actions ordinaires sur le marché libre à un prix moyen de 135,52 \$ par action pour un coût total de 61,0 millions \$ dans le cadre de l'OPRCNA de 2021.

Le 16 décembre 2022, la Société a renouvelé son OPRCNA qui permet le rachat total d'un maximum de 1 252 730 actions ordinaires et qui vient à échéance le 20 décembre 2023.

**18. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS****Régime d'options sur actions**

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, des options permettant l'achat d'actions ordinaires peuvent être attribuées par le conseil d'administration aux dirigeants et aux employés. Les options sont généralement attribuées à un prix d'exercice égal à la juste valeur de marché de l'action à la date d'attribution, comportent des droits qui s'acquièrent à la fin d'une période de trois ans, selon les objectifs de résultat par action, et sont exerçables sur une période de cinq ans.

|                                          | 31 décembre 2022                     |                                        | 31 décembre 2021                     |                                        |
|------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------|
|                                          | Nombre<br>d'options<br>(en milliers) | Prix d'exercice<br>moyen pondéré<br>\$ | Nombre<br>d'options<br>(en milliers) | Prix d'exercice<br>moyen pondéré<br>\$ |
| <b>Au début de l'exercice</b>            | <b>477</b>                           | <b>47,20</b>                           | 577                                  | 36,07                                  |
| Options attribuées                       | 29                                   | 163,13                                 | 65                                   | 119,39                                 |
| Options exercées                         | (161)                                | 33,42                                  | (165)                                | 34,85                                  |
| <b>À la fin de l'exercice</b>            | <b>345</b>                           | <b>63,35</b>                           | 477                                  | 47,20                                  |
| <b>Exerçables à la fin de l'exercice</b> | <b>70</b>                            | <b>40,55</b>                           | 144                                  | 32,44                                  |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Les options en cours attribuées aux dirigeants et aux employés au 31 décembre 2022 se présentent comme suit :

| Fourchette des prix<br>d'exercice<br>\$ | Nombre<br>d'options<br>(en milliers) | En cours                                                                   | Prix<br>d'exercice<br>moyen<br>pondéré<br>\$ | Pouvant être exercées                |                                              |
|-----------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------|
|                                         |                                      | Durée<br>contractuelle<br>résiduelle<br>moyenne<br>pondérée<br>(en années) |                                              | Nombre<br>d'options<br>(en milliers) | Prix<br>d'exercice<br>moyen<br>pondéré<br>\$ |
| 33,56 – 49,99                           | 251                                  | 1,83                                                                       | 38,58                                        | 70                                   | 40,55                                        |
| 50,00 – 99,99                           | 5                                    | 2,12                                                                       | 64,07                                        | -                                    | -                                            |
| 100,00 – 149,99                         | 50                                   | 3,13                                                                       | 111,83                                       | -                                    | -                                            |
| 150,00 – 163,13                         | 39                                   | 3,97                                                                       | 161,44                                       | -                                    | -                                            |
| <b>33,56 – 163,13</b>                   | <b>345</b>                           | <b>2,26</b>                                                                | <b>63,35</b>                                 | <b>70</b>                            | <b>40,55</b>                                 |

La Société comptabilise ses options sur actions attribuées aux employés selon la méthode de la juste valeur. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé une charge de 1,6 million \$ (2,0 millions \$ en 2021) au poste Rémunération fondée sur des actions en vertu de son régime d'options sur actions dans les comptes de résultat consolidés, et un ajustement correspondant a été porté au surplus d'apport.

Les options attribuées en 2022 et 2021 ont été évaluées à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

|                                                            | 2022  | 2021  |
|------------------------------------------------------------|-------|-------|
| Taux d'intérêt sans risque (% par année)                   | 1,59  | 0,33  |
| Période de détention prévue jusqu'à l'exercice (en années) | 4,55  | 4,75  |
| Volatilité du cours des actions de la Société (%)          | 51,62 | 49,95 |
| Rendement en dividende (%)                                 | 2,00  | 2,00  |

**Régime d'unités d'actions des membres de la direction**

Aux termes du régime d'UAMD, le conseil d'administration de la Société peut attribuer des UATI et des UAD des membres de la direction à des dirigeants et à des employés.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

*Unités d'actions temporairement incessibles*

Les UATI sont attribuées à la juste valeur de marché à la date d'attribution et, de manière générale, les droits qui s'y rattachent sont acquis à la fin d'une période de trois ans, selon l'atteinte des objectifs financiers à long terme. Les UATI sont versées aux dirigeants et aux employés au moment de l'acquisition des droits.

|                                         | <b>31 décembre 2022</b>                |                                                                                 | <b>31 décembre 2021</b>                |                                                                                 |
|-----------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
|                                         | <b>Nombre d'UATI<br/>(en milliers)</b> | <b>Juste valeur<br/>moyenne pondérée<br/>à la date<br/>d'attribution<br/>\$</b> | <b>Nombre d'UATI<br/>(en milliers)</b> | <b>Juste valeur<br/>moyenne pondérée<br/>à la date<br/>d'attribution<br/>\$</b> |
| <b>Au début de l'exercice</b>           | <b>263</b>                             | <b>76,33</b>                                                                    | 270                                    | 46,11                                                                           |
| UATI attribuées                         | 150                                    | 123,32                                                                          | 86                                     | 127,63                                                                          |
| Réinvestissement des dividendes en UATI | 5                                      | 119,02                                                                          | 4                                      | 112,33                                                                          |
| UATI exercées                           | (92)                                   | 42,59                                                                           | (87)                                   | 38,07                                                                           |
| UATI frappées d'extinction              | (10)                                   | 82,23                                                                           | (10)                                   | 48,74                                                                           |
| <b>À la fin de l'exercice</b>           | <b>316</b>                             | <b>108,94</b>                                                                   | 263                                    | 76,33                                                                           |

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a racheté la participation liée à une partie des UATI pour laquelle les droits sont entièrement acquis totalisant 10,7 millions \$, ou 8,6 millions \$ après impôts.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé au poste Rémunération fondée sur des actions des comptes de résultat consolidés une charge de 4,8 millions \$ (4,5 millions \$ en 2021) relativement à son régime d'UATI, et un ajustement correspondant a été porté au surplus d'apport.

*Unités d'actions différées des membres de la direction*

Les UAD des membres de la direction sont attribuées à la juste valeur de marché à la date d'attribution et, de manière générale, les droits qui s'y rattachent sont acquis à la fin d'une période de trois ans, selon l'atteinte des objectifs financiers à long terme. Les UAD des membres de la direction sont payées aux dirigeants et aux employés à leur départ de la Société.

|                                                                    | <b>31 décembre 2022</b>                                                   |                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                    | <b>Nombre d'UAD des<br/>membres de la<br/>direction<br/>(en milliers)</b> | <b>Juste valeur<br/>moyenne<br/>pondérée à la<br/>date d'attribution<br/>\$</b> |
| <b>Au début de l'exercice</b>                                      | -                                                                         | -                                                                               |
| UAD attribuées aux membres de la direction                         | 59                                                                        | 124,74                                                                          |
| Réinvestissement des dividendes en UAD des membres de la direction | 1                                                                         | 110,00                                                                          |
| <b>À la fin de l'exercice</b>                                      | <b>60</b>                                                                 | <b>124,73</b>                                                                   |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé au poste Rémunération fondée sur des actions des comptes de résultat consolidés une charge de 0,4 million \$ (néant en 2021) relativement à son régime d'UAD des membres de la direction, et un ajustement correspondant a été porté au surplus d'apport.

**Régime d'unités d'actions différées du conseil d'administration**

Aux termes du régime d'UAD du conseil d'administration, la Société peut attribuer des UAD aux membres du conseil d'administration. Les UAD sont attribuées à la juste valeur de marché à la date d'attribution et les droits qui s'y rattachent s'acquièrent immédiatement au moment de l'attribution. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a attribué 16 274 UAD du conseil d'administration (14 352 UAD du conseil d'administration en 2021) aux administrateurs en vertu de son régime d'UAD. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé au poste Rémunération fondée sur des actions des comptes de résultat consolidés une charge de 3,3 millions \$ (2,3 millions \$ en 2021) relativement à son régime d'UAD du conseil d'administration. En outre, pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, 8 395 UAD du conseil d'administration additionnelles (4 667 UAD du conseil d'administration en 2021) ont été attribuées en raison des dividendes réinvestis. Au cours des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, aucune UAD du conseil d'administration n'a été réglée.

**Surplus d'apport**

Le tableau qui suit présente un suivi des activités dans le compte surplus d'apport :

|                                                                                                   | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Surplus d'apport au début de l'exercice</b>                                                    | <b>22 583</b>       | 19 732              |
| Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres                     |                     |                     |
| Unités d'actions temporairement inaccessibles                                                     | <b>4 771</b>        | 4 544               |
| Unités d'actions différées du conseil d'administration                                            | <b>3 291</b>        | 2 339               |
| Options sur actions                                                                               | <b>1 619</b>        | 1 992               |
| Unités d'actions différées des membres de la direction                                            | <b>372</b>          | -                   |
| Diminution découlant de l'exercice des droits rattachés à la rémunération fondée sur des actions  |                     |                     |
| Unités d'actions temporairement inaccessibles                                                     | <b>(1 097)</b>      | (4 431)             |
| Options sur actions                                                                               | <b>(1 435)</b>      | (1 593)             |
| Rachat d'une participation liée à des unités d'actions temporairement inaccessibles, après impôts | <b>(8 605)</b>      | -                   |
| <b>Surplus d'apport à la fin de l'exercice</b>                                                    | <b>21 499</b>       | 22 583              |

**19. AUTRES CHARGES**

En 2022, la Société a engagé des coûts de développement du siège social de 2,3 millions \$, y compris les honoraires de conseillers et les frais juridiques liés à l'exploration d'une possibilité d'acquisition stratégique que la Société a choisi de ne pas poursuivre. En 2021, la Société a engagé des coûts liés à l'acquisition de LendCare, y compris les honoraires de conseillers, les frais juridiques et les autres coûts de transaction directs, totalisant 7,6 millions \$. Les coûts de développement du siège social et les coûts liés à l'acquisition de LendCare ont été comptabilisés au poste Autres charges dans les comptes de résultat consolidés.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**20. CHARGES FINANCIÈRES**

Les charges financières comprennent ce qui suit :

|                                                                               | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Charge d'intérêts                                                             |                             |                             |
| Billets à payer                                                               | <b>60 423</b>               | 54 106                      |
| Facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation                  | <b>27 194</b>               | 6 441                       |
| Emprunts garantis                                                             | <b>6 144</b>                | 5 674                       |
| Facilité de crédit renouvelable                                               | <b>5 955</b>                | 2 897                       |
| Amortissement des coûts de financement différés et charge de désactualisation | <b>6 234</b>                | 5 655                       |
| Charge d'intérêts sur les obligations locatives (note 11)                     | <b>3 577</b>                | 3 115                       |
| Commissions d'engagement de prêts                                             | -                           | 1 726                       |
| Produits d'intérêts sur la trésorerie en banque, montant net                  | <b>(1 555)</b>              | (589)                       |
|                                                                               | <b>107 972</b>              | 79 025                      |

**21. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**

La charge d'impôts sur le résultat de la Société est établie comme suit :

|                                                                                | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Taux d'imposition de base combiné fédéral et provincial                        | <b>26,5 %</b>               | 26,6 %                      |
| Charge d'impôts sur le résultat prévue                                         | <b>51 881</b>               | 84 283                      |
| Incidence des pertes (gains) en capital sur la vente d'actifs et de placements | <b>3 874</b>                | (15 221)                    |
| Dépenses non déductibles                                                       | <b>1 607</b>                | 1 293                       |
| Coûts de transaction liés à l'acquisition non déductibles                      | -                           | 1 998                       |
| Ajustement de la charge d'impôt de l'exercice précédent                        | <b>(1 202)</b>              | -                           |
| Autres                                                                         | <b>(545)</b>                | (442)                       |
|                                                                                | <b>55 615</b>               | 71 911                      |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Les principales composantes de la charge d'impôts sur le résultat de la Société se présentent comme suit :

|                                                                   | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Impôt exigible</b>                                             |                     |                     |
| Charge d'impôts exigible                                          | 68 609              | 74 017              |
| Ajustements liés aux exercices précédents et autres               | (2 950)             | (273)               |
|                                                                   | 65 659              | 73 744              |
| <b>Impôt différé</b>                                              |                     |                     |
| Afférent à la naissance et à la résorption des écarts temporaires | (11 792)            | (1 833)             |
| Ajustements liés aux exercices précédents et autres               | 1 748               | -                   |
|                                                                   | (10 044)            | (1 833)             |
|                                                                   | 55 615              | 71 911              |

Les éléments liés à l'impôt différé comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont les suivants :

|                                                                                                          | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Variation de la juste valeur des couvertures des flux de trésorerie                                      | (4 168)             | 3 704               |
| Variation des coûts liés à la couverture                                                                 | 533                 | (575)               |
| <b>(Recouvrement) charge d'impôt différé comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global</b> | <b>(3 635)</b>      | <b>3 129</b>        |

Les variations des actifs (passifs) d'impôt différé de la Société sont les suivantes :

|                                                                                                         | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Solde au début de l'exercice</b>                                                                     | <b>(38 648)</b>     | <b>4 066</b>        |
| Recouvrement d'impôt de l'exercice comptabilisé en résultat net                                         | 10 044              | 1 833               |
| (Recouvrement) charge d'impôt de l'exercice comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global | 3 635               | (3 129)             |
| Impôts sur les frais d'émission d'actions                                                               | 277                 | 1 670               |
| Impôts différés liés à l'acquisition d'une entreprise (note 4)                                          | -                   | (43 088)            |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b>                                                                     | <b>(24 692)</b>     | <b>(38 648)</b>     |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Les principales composantes des passifs d'impôt différé de la Société sont les suivantes :

|                                                                                                                 | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Débiteurs et provision pour pertes de crédit                                                                    | 7 660               | 3 312               |
| Réévaluation des billets à payer et des instruments financiers dérivés                                          | 2 767               | (868)               |
| Rémunération fondée sur des actions                                                                             | 2 107               | 1 874               |
| Frais de financement                                                                                            | 1 640               | 3 578               |
| Actifs au titre de droits d'utilisation, déduction faite des obligations locatives                              | 1 303               | 1 230               |
| Profit latent de réévaluation à la juste valeur des placements                                                  | 233                 | (7 015)             |
| Charge fiscale liée aux biens loués et aux immobilisations corporelles en excédent de la valeur comptable nette | (11 974)            | (10 165)            |
| Immobilisation incorporelle découlant de l'acquisition d'une entreprise                                         | (28 929)            | (32 401)            |
| Reports en avant de pertes                                                                                      | -                   | 1 467               |
| Autres                                                                                                          | 501                 | 340                 |
|                                                                                                                 | <b>(24 692)</b>     | <b>(38 648)</b>     |

Aux 31 décembre 2022 et 2021, aucun passif d'impôt différé n'était comptabilisé à l'égard de l'impôt qui serait payable sur les résultats non distribués des filiales de la Société.

**22. RÉSULTAT PAR ACTION****Résultat de base par action**

Le résultat de base par action a été calculé en divisant le résultat net de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et d'UAD du conseil d'administration en cours. Les UAD du conseil d'administration attribuées aux membres du conseil ont été intégrées au calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation puisque les droits qui s'y rattachent sont acquis au moment de leur attribution.

|                                                                        | 31 décembre<br>2022 | 31 décembre<br>2021 |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Résultat net                                                           | 140 161             | 244 943             |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | 16 275              | 16 200              |
| <b>Résultat de base par action ordinaire</b>                           | <b>8,61</b>         | <b>15,12</b>        |

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, 294 025 UAD du conseil d'administration (274 735 UAD du conseil d'administration en 2021) étaient comprises dans le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**Résultat dilué par action**

Le résultat dilué par action reflète l'effet potentiellement dilutif qui pourrait survenir si des actions ordinaires additionnelles étaient présumées avoir été émises en vertu de titres ou d'instruments pouvant conférer à leur détenteur le droit d'obtenir des actions ordinaires à l'avenir. Une dilution pourrait survenir lors de l'exercice d'options sur actions, d'UAR ou d'UAD des membres de la direction dont les droits ne sont pas acquis. Le nombre d'actions additionnelles inclus dans le calcul du résultat dilué par action est déterminé selon la méthode du rachat d'actions.

|                                                                            | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Résultat net                                                               | <b>140 161</b>              | 244 943                     |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)     | <b>16 275</b>               | 16 200                      |
| Effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions (en milliers)      | <b>375</b>                  | 557                         |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution (en milliers) | <b>16 650</b>               | 16 757                      |
| <b>Résultat dilué par action ordinaire</b>                                 | <b>8,42</b>                 | 14,62                       |

Le tableau suivant présente les attributions au titre du régime de rémunération considérées comme antidilutives selon la méthode du rachat d'actions et qui, par conséquent, n'ont pas été prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action :

|                                                                      | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Unités d'actions temporairement inaccessibles (en milliers)          | <b>150</b>                  | -                           |
| Options sur actions (en milliers)                                    | <b>88</b>                   | 10                          |
| Unités d'actions différées des membres de la direction (en milliers) | <b>60</b>                   | -                           |
|                                                                      | <b>298</b>                  | 10                          |

**23. VARIATION NETTE DES AUTRES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION**

La variation nette des autres actifs et passifs d'exploitation se présente comme suit :

|                               | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Débiteurs                     | <b>(4 866)</b>              | (1 834)                     |
| Charges payées d'avance       | <b>(316)</b>                | 5 785                       |
| Créditeurs et charges à payer | <b>(6 304)</b>              | 4 064                       |
| Impôt sur le résultat à payer | <b>(28 096)</b>             | 19 506                      |
| Produits différés             | <b>17 307</b>               | 732                         |
| Intérêts courus               | <b>2 024</b>                | 4 973                       |
|                               | <b>(20 251)</b>             | 33 226                      |

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Les informations à fournir supplémentaires à l'égard des tableaux des flux de trésorerie consolidés sont les suivantes :

|                                 | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|---------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Impôt sur le résultat payé      | <b>95 592</b>               | 54 846                      |
| Impôt sur le résultat remboursé | <b>1 837</b>                | 1 184                       |
| Intérêts payés                  | <b>97 697</b>               | 64 094                      |
| Intérêts reçus                  | <b>690 779</b>              | 535 601                     |

**24. ENGAGEMENTS ET GARANTIES**

La Société a des engagements technologiques ainsi que des contrats de location simple pour des locaux et des véhicules. Certains contrats de location visant les locaux de la Société comprennent des options de prolongation. La direction exerce un jugement important pour déterminer si l'exercice de ces options de prolongation est raisonnablement certain. Au 31 décembre 2022, aucune option de prolongation pour les contrats de location visant des locaux ne devrait être exercée.

Le tableau suivant présente les paiements de loyers futurs non actualisés possibles pour les contrats de location simple visant des locaux et des véhicules et les coûts d'exploitation estimés liés aux engagements technologiques au cours de cinq prochains exercices et par la suite :

|                            | <b>Moins d'un an</b> | <b>Plus d'un an,<br/>mais moins de<br/>cinq ans</b> | <b>Plus de<br/>cinq ans</b> |
|----------------------------|----------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------------|
| Locaux                     | <b>22 508</b>        | <b>50 812</b>                                       | <b>8 649</b>                |
| Véhicules                  | <b>696</b>           | <b>1 540</b>                                        | <b>31</b>                   |
| Engagements technologiques | <b>14 604</b>        | <b>13 370</b>                                       | -                           |
|                            | <b>37 808</b>        | <b>65 722</b>                                       | <b>8 680</b>                |

**25. ÉVENTUALITÉS**

La Société est partie à diverses actions en justice dans le cours normal de ses activités. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur la situation financière, la performance financière ou les flux de trésorerie de la Société.

La Société a accepté d'indemniser ses administrateurs et ses dirigeants et certains de ses employés conformément aux politiques de la Société. La Société souscrit des polices d'assurance pouvant la protéger contre certaines réclamations.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### **26. GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL**

La Société gère son capital de façon à préserver sa capacité de poursuivre ses activités et à dégager un rendement adéquat pour ses actionnaires grâce à la plus-value de ses actions et à la distribution de dividendes. La structure du capital de la Société comprend les facilités d'emprunt (facilité de crédit renouvelable, facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation et emprunts garantis), les billets à payer et les capitaux propres, lesquels comprennent le capital social, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global et les résultats non distribués.

La Société gère sa structure du capital et l'ajuste en fonction de l'évolution de la conjoncture économique. La Société, après approbation du conseil d'administration, équilibre sa structure du capital globale en procédant à de nouvelles émissions d'actions, à des rachats d'actions et au paiement de dividendes, en augmentant ou en diminuant les montants prélevés sur les facilités d'emprunt de la Société, de l'émission ou du paiement des billets à payer ou en entreprenant d'autres activités jugées appropriées dans certaines circonstances. La stratégie, les objectifs, les actions, les définitions et les cibles de la Société n'ont pas changé de façon significative au cours du dernier exercice.

La Société est assujettie à des exigences en matière de capital imposées par des sources extérieures par l'entremise de ses facilités de financement. Ces exigences visent à garantir que la Société continue d'exercer ses activités dans le cours normal des affaires et qu'elle gère sa dette par rapport à sa valeur nette. Les exigences en matière de capital cadrent avec la gestion du capital de la Société.

La Société surveille le capital en tenant compte des clauses restrictives financières de ses facilités de financement.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, la Société a respecté toutes les clauses restrictives imposées par des sources extérieures.

### **27. GESTION DES RISQUES FINANCIERS**

#### **Aperçu**

Les activités de la Société sont exposées à divers risques financiers : le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Dans l'ensemble, la politique de gestion des risques de la Société est axée sur le caractère imprévisible des marchés des capitaux et des marchés financiers et a pour objectif de réduire au minimum les incidences défavorables potentielles sur la performance financière de la Société.

#### **Risque de crédit**

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte en cas de défaut de paiement d'un client ou d'une contrepartie.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des débiteurs, des prêts à la consommation et des biens loués en vertu de contrats de location de marchandises. La Société octroie des prêts à la consommation et loue des produits à des milliers de clients en vertu de politiques et de procédures qui visent à éliminer toute concentration du risque de crédit auprès d'une personne, d'une société ou d'une entité en particulier. Toutefois, la Société est exposée à un risque de crédit important étant donné les restrictions de crédit auxquelles sont assujettis nombre de ses clients, ainsi que dans les cas où ses politiques et procédures ne sont pas respectées.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

Le risque de crédit lié aux prêts à la consommation octroyés par la Société en vertu de politiques et de procédures est touché par les indicateurs prospectifs. L'analyse réalisée par la Société a permis de déterminer que le taux d'inflation et le taux de chômage avaient une corrélation positive avec les taux historiques de pertes de la Société, tandis que les prix du pétrole et le taux de croissance du PIB avaient une corrélation négative avec les taux historiques de pertes de la Société. Afin de calculer la provision pour pertes de crédit, des modèles conçus en interne ont été utilisés. Ils tiennent compte des paramètres du risque de crédit y compris la probabilité de défaut, l'exposition en cas de défaut, la perte en cas de défaut et d'autres facteurs de risque pertinents. Dans le cadre de ce processus, pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, cinq scénarios prospectifs ont été produits – 1) un scénario neutre, 2) un scénario modérément optimiste, 3) un scénario extrêmement optimiste, 4) un scénario modérément pessimiste, et 5) un scénario extrêmement pessimiste – en fonction des prévisions du niveau de changement des variables macroéconomiques (PIB, taux de chômage, taux d'inflation et prix du pétrole) sur une période de douze mois. La direction pose ensuite un jugement pour attribuer des pondérations probabilistes à ces scénarios afin d'établir une provision pour pertes de crédit fondées sur des pondérations probabilistes à la date de clôture. Les prévisions macroéconomiques proposées et les pondérations probabilistes font ensuite l'objet d'un examen interne rigoureux et d'une analyse par la direction afin de parvenir à un consensus sur la probabilité de chaque scénario. Pour plus de précisions sur la provision pour pertes de crédit, se reporter à la note 7. Au 31 décembre 2022, le portefeuille de prêts à la consommation bruts de la Société s'élevait à 2,79 milliards \$ (2,03 milliards \$ en 2021). Les radiations nettes exprimées en pourcentage du portefeuille de prêts moyen étaient de 9,1 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (8,8 % en 2021).

Le risque de crédit lié aux biens loués aux clients découle de la possibilité que les clients ne s'acquittent pas des paiements convenus ou qu'ils ne retournent pas les biens loués. La Société a mis en place un processus de recouvrement normalisé en cas de défaut de paiement, lequel comprend la récupération du bien loué si des modalités de paiement acceptables ne peuvent être établies avec le client, étant donné que la Société demeure propriétaire des biens loués jusqu'à ce que les options de paiement soient exercées. Au 31 décembre 2022, les biens loués de la Société s'élevaient à 48,4 millions \$ (47,2 millions \$ en 2021). Les pertes liées aux biens loués pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 représentaient 3,2 % (2,5 % en 2021) du total des produits locatifs pour le secteur easyhome.

Dans le cas des débiteurs de tiers, le risque correspond à la possibilité de défaut à l'égard des montants dus à la Société. La Société traite avec des sociétés crédibles, effectue des évaluations de crédit continues des contreparties et des consommateurs et établit une provision pour montants irrécouvrables lorsqu'elle le juge approprié.

### **Risque de liquidité**

La Société gère son risque de liquidité en maintenant un financement suffisant au moyen de ses facilités de financement. La Société gère ses sources de trésorerie en fonction des prévisions financières et des flux de trésorerie attendus, lesquels sont examinés régulièrement par son conseil d'administration.

La Société estime que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les fonds disponibles en vertu des facilités de crédit seront suffisants à court terme pour satisfaire aux exigences opérationnelles, acquérir des biens loués, respecter les exigences en matière de capital et verser des dividendes. En outre, le financement additionnel obtenu au moyen de l'émission de capitaux propres supplémentaires et la capacité d'emprunt en vertu des facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation et de la facilité de crédit renouvelable permettront à la Société de continuer d'accroître son portefeuille de prêts à la consommation jusqu'au deuxième trimestre de 2025, d'après ses hypothèses de croissance interne.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Le tableau suivant résume les échéances des passifs financiers de la Société selon les paiements contractuels non actualisés :

| <b>31 décembre 2022</b>                                         | <b>Moins<br/>de 1 an</b> | <b>De 1 an à<br/>3 ans</b> | <b>De 4 à<br/>5 ans</b> | <b>Plus de<br/>5 ans</b> | <b>Total</b> |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------|
| Créditeurs et charges à payer                                   | 51 136                   | -                          | -                       | -                        | 51 136       |
| Intérêts courus                                                 | 10 159                   | -                          | -                       | -                        | 10 159       |
| Facilité de crédit renouvelable                                 | -                        | 150 000                    | -                       | -                        | 150 000      |
| Facilités renouvelables adossées à des actifs<br>de titrisation | -                        | 810 000                    | -                       | -                        | 810 000      |
| Emprunts garantis                                               | 30 901                   | 53 996                     | 16 205                  | 4 690                    | 105 792      |
| Billets à payer                                                 | -                        | 745 195                    | 433 568                 | -                        | 1 178 763    |

  

| <b>31 décembre 2021</b>                                         | <b>Moins<br/>de 1 an</b> | <b>De 1 an à<br/>3 ans</b> | <b>De 4 à<br/>5 ans</b> | <b>Plus de<br/>5 ans</b> | <b>Total</b> |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------|
| Créditeurs et charges à payer                                   | 57 134                   | -                          | -                       | -                        | 57 134       |
| Intérêts courus                                                 | 8 135                    | -                          | -                       | -                        | 8 135        |
| Facilités renouvelables adossées à des actifs<br>de titrisation | -                        | 295 000                    | -                       | -                        | 295 000      |
| Emprunts garantis                                               | 38 727                   | 77 905                     | 47 810                  | 4 936                    | 169 378      |
| Passifs financiers dérivés                                      | -                        | 34 132                     | -                       | -                        | 34 132       |
| Billets à payer                                                 | -                        | 695 035                    | 404 384                 | -                        | 1 099 419    |

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte financière de la Société découlant de fluctuations défavorables des taux d'intérêt. La Société dispose de diverses sources de financement et utilise des instruments financiers dérivés comme couvertures de flux de trésorerie pour aider à gérer la volatilité des taux d'intérêt.

Les billets de 2024 et les billets de 2026 venant à échéance respectivement le 1<sup>er</sup> décembre 2024 et le 1<sup>er</sup> mai 2026 ont un taux d'intérêt fixe.

La facilité de crédit renouvelable est assortie de taux d'intérêt variables fondés sur le taux des acceptations bancaires majoré de 225 pdb ou le taux préférentiel majoré de 75 pdb, au gré de la Société. La Société ne couvre pas les taux d'intérêt sur la facilité de crédit renouvelable. Par conséquent, les fluctuations futures des taux d'intérêt se répercuteront sur les charges d'intérêts de la Société dans la mesure où des prélèvements sont effectués sur la facilité de crédit renouvelable à taux variable. Au 31 décembre 2022, la Société avait prélevé un montant de 150 millions \$ sur sa facilité de crédit renouvelable de 270 millions \$.

La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I est assortie d'un taux d'intérêt variable fondé sur le CDOR à un mois majoré de 185 pdb. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt en tant que couverture des flux de trésorerie afin de se protéger des variations des paiements d'intérêt futurs, aux termes desquels elle paye un taux fixe fondé sur la durée de vie moyenne pondérée des prêts titrisés et reçoit un taux variable équivalent au CDOR à un mois. Par conséquent, chaque swap supplémentaire conclu comporte une couverture qui permet de fixer les taux d'intérêt pour la durée de ce swap.

## **NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

La facilité adossée à des actifs de titrisation de 105 millions \$ porte intérêt au taux des obligations du gouvernement du Canada (dont un taux plancher de 0,95 %), majoré de 395 pdb, et la facilité adossée à des actifs de titrisation de 85 millions \$ porte intérêt au taux des obligations du gouvernement du Canada (dont un taux plancher de 0,25 %), majoré de 325 pdb. Les ententes de vente de prêts visant à vendre des prêts dans ces facilités sont venues à échéance en 2021. Les soldes des prêts vendus dans la facilité seront amortis selon leur durée contractuelle jusqu'à l'échéance.

Au 31 décembre 2022, 93 % (100 % en 2021) des soldes de la dette de la Société étaient assortis des taux fixes effectifs en raison du type de dette et de l'entente de swap de taux d'intérêt mentionné plus haut liée à la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I.

La Société ne peut prédire l'incidence de l'évolution de la conjoncture économique sur ses résultats futurs ni le moment où les taux d'intérêt changeront.

### **Risque de change**

Le risque de change représente le risque de perte financière que la Société peut subir en raison des variations défavorables du taux de change.

La Société a émis, le 27 novembre 2019, les billets de 2024 assortis d'un taux nominal en dollars américains de 5,375 % et, le 29 avril 2021, les billets de 2026 assortis d'un taux nominal en dollars américains de 4,375 %. Parallèlement à ce placement, la Société a conclu des swaps de devises afin de couvrir le risque de change pour le produit du placement ainsi que l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu de ces billets, couvrant ainsi l'obligation. La couverture est conçue pour correspondre aux obligations au titre des flux de trésorerie de la Société sur les billets à payer.

La Société se procure une partie des actifs qu'elle loue au Canada auprès de fournisseurs américains. La Société est donc exposée aux transactions en monnaie étrangère. Ces achats sont financés au taux de change au comptant en vigueur à la date de la transaction. Comme le prix établi pour les clients peut être ajusté pour refléter les variations du coût en magasin, en dollars canadiens, des biens importés, la Société n'est pas exposée de façon importante aux transactions en monnaie étrangère.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

**28. INSTRUMENTS FINANCIERS****Comptabilisation et évaluation des instruments financiers**

La Société a classé ses instruments financiers comme suit :

| <b>Instruments financiers</b>                                   | <b>Évaluation</b> | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Trésorerie                                                      | Juste valeur      | <b>62 654</b>               | 102 479                     |
| Débiteurs                                                       | Coût amorti       | <b>25 697</b>               | 20 769                      |
| Prêts à la consommation, montant net                            | Coût amorti       | <b>2 627 357</b>            | 1 899 631                   |
| Placements                                                      | Juste valeur      | <b>57 304</b>               | 64 441                      |
| Actifs financiers dérivés                                       | Juste valeur      | <b>49 444</b>               | 20 634                      |
| Facilité de crédit renouvelable                                 | Coût amorti       | <b>148 646</b>              | -                           |
| Créditeurs et charges à payer                                   | Coût amorti       | <b>51 136</b>               | 57 134                      |
| Intérêts courus                                                 | Coût amorti       | <b>10 159</b>               | 8 135                       |
| Emprunts garantis                                               | Coût amorti       | <b>105 792</b>              | 173 959                     |
| Facilités renouvelables adossées à des actifs<br>de titrisation | Coût amorti       | <b>805 825</b>              | 292 814                     |
| Passifs financiers dérivés                                      | Juste valeur      | -                           | 34 132                      |
| Billets à payer                                                 | Coût amorti       | <b>1 168 997</b>            | 1 085 906                   |

**Évaluation de la juste valeur**

Les actifs et passifs financiers pour lesquels la juste valeur est évaluée ou est présentée dans les états financiers consolidés sont classés dans la hiérarchie des justes valeurs, décrite ci-après, en fonction du niveau le plus faible des données qui est important pour l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble :

- Niveau 1 – Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 – Techniques d'évaluation pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est observable directement ou indirectement
- Niveau 3 – Techniques d'évaluation pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

La hiérarchie exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les tableaux suivants présentent la hiérarchie des justes valeurs pour les actifs et passifs financiers de la Société évalués aux 31 décembre 2022 et 2021.

| <b>31 décembre 2022</b>                                      | <b>Total</b> | <b>Niveau 1</b> | <b>Niveau 2</b> | <b>Niveau 3</b> |
|--------------------------------------------------------------|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Trésorerie                                                   | 62 654       | 62 654          | -               | -               |
| Débiteurs                                                    | 25 697       | -               | -               | 25 697          |
| Prêts à la consommation, montant net                         | 2 627 357    | -               | -               | 2 627 357       |
| Placements                                                   | 57 304       | 6 226           | -               | 51 078          |
| Actifs financiers dérivés                                    | 49 444       | -               | 49 444          | -               |
| Facilité de crédit renouvelable                              | 148 646      | -               | -               | 148 646         |
| Créditeurs et charges à payer                                | 51 136       | -               | -               | 51 136          |
| Intérêts courus                                              | 10 159       | -               | -               | 10 159          |
| Emprunts garantis                                            | 105 792      | -               | -               | 105 792         |
| Facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation | 805 825      | -               | -               | 805 825         |
| Billets à payer                                              | 1 168 997    | -               | -               | 1 168 997       |
| <b>31 décembre 2021</b>                                      | <b>Total</b> | <b>Niveau 1</b> | <b>Niveau 2</b> | <b>Niveau 3</b> |
| Trésorerie                                                   | 102 479      | 102 479         | -               | -               |
| Débiteurs                                                    | 20 769       | -               | -               | 20 769          |
| Prêts à la consommation, montant net                         | 1 899 631    | -               | -               | 1 899 631       |
| Placements                                                   | 64 441       | 53 941          | -               | 10 500          |
| Actifs financiers dérivés                                    | 20 634       | -               | 20 634          | -               |
| Créditeurs et charges à payer                                | 57 134       | -               | -               | 57 134          |
| Intérêts courus                                              | 8 135        | -               | -               | 8 135           |
| Emprunts garantis                                            | 173 959      | -               | -               | 173 959         |
| Facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation | 292 814      | -               | -               | 292 814         |
| Passifs financiers dérivés                                   | 34 132       | -               | 34 132          | -               |
| Billets à payer                                              | 1 085 906    | -               | -               | 1 085 906       |

Aucun transfert n'a été effectué entre les niveaux 1, 2 ou 3 pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

**29. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

Les principaux dirigeants se composent des administrateurs et des membres de la direction. Le tableau ci-après présente les charges liées aux principaux dirigeants pour l'exercice.

|                                                              | <b>31 décembre<br/>2022</b> | <b>31 décembre<br/>2021</b> |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Avantages du personnel à court terme, y compris les salaires | 6 642                       | 6 462                       |
| Transactions dont le paiement est fondé sur des actions      | 6 880                       | 5 847                       |
|                                                              | <b>13 522</b>               | <b>12 309</b>               |

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

---

### 30. INFORMATION SECTORIELLE

Aux fins de la présentation de l'information financière, la Société comprend deux secteurs à présenter :

- Le secteur à présenter easyfinancière octroie des capitaux à des emprunteurs à risque sous forme de prêts à la consommation garantis et non garantis. L'offre de produits d'easyfinancière comprend des prêts remboursables par versements non garantis et des prêts remboursables par versements garantis par des biens immobiliers. Le secteur d'exploitation LendCare se spécialise dans le financement d'achat aux consommateurs dans les catégories des sports motorisés, de l'automobile, du commerce de détail, des soins de santé et de la rénovation domiciliaire. La majorité des prêts de LendCare sont garantis par des biens des particuliers ou par un avis de sûreté. La Société regroupe les activités d'easyfinancière et de LendCare dans un seul secteur à présenter nommé easyfinancière, en raison de la similarité entre leurs caractéristiques économiques, le profil de leur clientèle, la nature de leurs produits et leur environnement réglementaire. Le regroupement reflète le plus fidèlement la nature et les résultats financiers des activités commerciales menées par la Société, ainsi que l'environnement économique et réglementaire global dans lequel elle exerce ses activités.

Le principal décideur opérationnel de la Société, que la Société a jugé être son chef de la direction, utilise les mêmes indicateurs de rendement clés pour affecter les ressources et évaluer le rendement des secteurs d'exploitation. Le principal décideur opérationnel utilise plusieurs indicateurs pour évaluer le rendement des secteurs d'exploitation, notamment le volume des prêts à la consommation octroyés et la marge ajustée en fonction du risque des activités (y compris le rendement des portefeuilles de prêts à la consommation, déduction faite du taux de perte annualisé). Ces indicateurs financiers et de rendement clés, qui sont utilisés pour évaluer les résultats, gérer les tendances et affecter des ressources à chacun des secteurs d'exploitation, étaient similaires et devraient le demeurer. En outre, la Société est en voie de centraliser certaines fonctions communes, dont les finances, les ressources humaines et les technologies de l'information.

Les clients servis par les secteurs easyfinancière et LendCare sont des consommateurs canadiens, dont la majorité d'entre eux sont classés comme des emprunteurs à risque et recherchent des solutions financières de rechange à celles d'une banque traditionnelle. Ces consommateurs ont recours à un large éventail de produits financiers et passent d'un produit à l'autre dans chaque secteur. En outre, la nature des produits vendus par chacun des secteurs et les méthodes de distribution de ces produits sont similaires. Les secteurs easyfinancière et LendCare proposent des prêts remboursables par versements garantis ou non garantis, qui sont offerts par l'entremise d'un réseau de succursales ou de partenariats avec des commerçants, ainsi que sur une plateforme numérique en ligne. De plus, ces deux secteurs sont assujettis aux mêmes lois et règlements fédéraux et provinciaux qui s'appliquent au secteur des prêts à la consommation.

- Le secteur à présenter easyhome offre des services de location pour l'ameublement, les électroménagers et l'électronique ainsi que des prêts non garantis aux consommateurs de détail.

Les produits générés par les unités d'exploitation de la Société sont répartis dans quatre catégories principales : i) l'intérêt sur le portefeuille de prêts à la consommation bruts de la Société; ii) les paiements de location reçus par easyhome dans le cadre de ses contrats de location; iii) les commissions et autres produits découlant de la vente de divers produits accessoires; et iv) les frais et honoraires.

Les charges administratives directement liées aux secteurs d'activité de la Société sont incluses dans les charges d'exploitation de ces secteurs. Les autres charges administratives sont comptabilisées séparément dans le secteur Siège social. La direction évalue le rendement en fonction du résultat d'exploitation sectoriel.

**NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Les tableaux ci-dessous résument l'information pertinente pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 :

| <b>Exercice clos le 31 décembre 2022</b>     | <b>easyfinancière</b> | <b>easyhome</b> | <b>Siège social</b> | <b>Total</b>   |
|----------------------------------------------|-----------------------|-----------------|---------------------|----------------|
| Produits                                     |                       |                 |                     |                |
| Produits d'intérêts                          | 668 779               | 29 371          | -                   | 698 150        |
| Produits locatifs                            | -                     | 103 414         | -                   | 103 414        |
| Commissions gagnées                          | 184 013               | 13 146          | -                   | 197 159        |
| Frais et honoraires                          | 16 736                | 3 877           | -                   | 20 613         |
|                                              | 869 528               | 149 808         | -                   | 1 019 336      |
| Charges d'exploitation                       |                       |                 |                     |                |
| Créances irrécouvrables                      | 261 997               | 10 896          | -                   | 272 893        |
| Autres charges d'exploitation                | 180 867               | 61 748          | 90 115              | 332 730        |
| Amortissements                               | 32 668                | 42 586          | 6 052               | 81 306         |
|                                              | 475 532               | 115 230         | 96 167              | 686 929        |
| Résultat d'exploitation sectoriel            | 393 996               | 34 578          | (96 167)            | 332 407        |
| Autres pertes                                |                       |                 |                     | (28 659)       |
| Charges financières                          |                       |                 |                     | (107 972)      |
| <b>Résultat avant impôts sur le résultat</b> |                       |                 |                     | <b>195 776</b> |
| <b>Exercice clos le 31 décembre 2021</b>     | <b>easyfinancière</b> | <b>easyhome</b> | <b>Siège social</b> | <b>Total</b>   |
| Produits                                     |                       |                 |                     |                |
| Produits d'intérêts                          | 512 810               | 22 828          | -                   | 535 638        |
| Produits locatifs                            | -                     | 112 371         | -                   | 112 371        |
| Commissions gagnées                          | 152 485               | 11 249          | -                   | 163 734        |
| Frais et honoraires                          | 11 056                | 3 923           | -                   | 14 979         |
|                                              | 676 351               | 150 371         | -                   | 826 722        |
| Charges d'exploitation                       |                       |                 |                     |                |
| Créances irrécouvrables                      | 174 936               | 7 148           | -                   | 182 084        |
| Autres charges d'exploitation                | 148 445               | 61 558          | 74 746              | 284 749        |
| Amortissements                               | 28 219                | 44 804          | 5 863               | 78 886         |
|                                              | 351 600               | 113 510         | 80 609              | 545 719        |
| Résultat d'exploitation sectoriel            | 324 751               | 36 861          | (80 609)            | 281 003        |
| Autres produits                              |                       |                 |                     | 114 876        |
| Charges financières                          |                       |                 |                     | (79 025)       |
| <b>Résultat avant impôts sur le résultat</b> |                       |                 |                     | <b>316 854</b> |

Aux 31 décembre 2022 et 2021, une tranche de 21,3 millions \$ du goodwill de la Société était liée au secteur à présenter easyhome et une tranche de 159,6 millions \$ était liée au secteur d'exploitation LendCare dans le secteur à présenter easyfinancière.

## NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 décembre 2022 et 2021

Les produits découlant des commissions gagnées et des frais et honoraires entrent dans le champ d'application d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (« IFRS 15 »). Les produits locatifs sont couverts par IFRS 16, *Contrats de location*. Les produits locatifs comprennent certains services additionnels fournis par la Société liés à la location, mais qui entrent dans le champ d'application d'IFRS 15. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, ces produits ont totalisé 11,8 millions \$ (13,2 millions \$ en 2021).

Les activités easyhome de la Société se composent de quatre principales catégories de produits : ameublement, électronique, électroménagers et ordinateurs. Pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, les produits locatifs générés par ces catégories de produits en pourcentage du total des produits locatifs se présentent comme suit :

|                 | 31 décembre<br>2022<br>(%) | 31 décembre<br>2021<br>(%) |
|-----------------|----------------------------|----------------------------|
| Ameublement     | 40                         | 40                         |
| Électronique    | 34                         | 32                         |
| Électroménagers | 15                         | 15                         |
| Ordinateurs     | 11                         | 13                         |
|                 | 100                        | 100                        |